

L'AFRIQUE RÉELLE

B.P. 6. 03140 CHARROUX

N°4

ÉTÉ 1994

REVUE TRIMESTRIELLE VENDUE PAR ABONNEMENT



DOSSIERS:

RWANDA

**AFRIQUE DU SUD:
APRES LES ÉLECTIONS**

Sommaire

Page 1	Editorial
Page 2	Chronologie du Rwanda
Page 3	Les socialistes responsables et coupables
Page 4	Le retour des seigneurs
Page 5	Carte : Les régions historiques
Page 6	La déstabilisation démocratique
Page 7	Carte : La progression de l'armée Tutsi
page 8	L'autopsie d'un massacre
Page 10	Carte : La bataille de Kigali
Page 15	Tableau : Liste des Rois du Rwanda et leurs dates de décès
Page 16	La mise en place des populations
Page 17	Carte : Les royaumes de la région interlacustre
Page 18	La colonisation aurait-elle créé les Tutsi ?
Page 20	Carte : L'expansion du XVIème siècle
Page 21	Carte : Le Rwanda jusqu'en 1853
Page 22	Une monarchie raciale
Page 23	Planches photographiques : types physiques Tutsi
Page 26	Le Rwanda allemand 1898-1916
Page 28	Le Mandat belge : 1919-1962
Page 31	Tableau : Répartition au plan national des clans et à l'intérieur de chaque clan répartition Hutu-Tutsi
Page 32	L'évangélisation du Rwanda
Page 36	Carte : L'église catholique au Rwanda
Page 37	L'église au cœur de la tourmente
Page 41	Dossier : l'Afrique du Sud après les élections. Quel avenir pour les Blancs ?
Page 42	Des élections "Free and Fair" ?
Page 44	Carte : Les neuf nouvelles Provinces Sud-Africaines
Page 46	Les nouvelles assemblées
Page 47	Le gouvernement Sud-Africain
page 48	Un gouvernement communiste
Page 50	Carte : Les grandes régions linguistiques
Page 52	Le triomphe des communistes
Page 54	Nationalistes blancs : de la victoire politique à la défaite électorale
Page 55	Carte : Zone à majorité Boer-Afrikaner
Page 59	Une défaite morale
Page 60	Les Zoulou tirent leur épingle du jeu
Page 62	Censure, vous avez dit censure ?

L'Afrique Réelle

Journal édité par Bernard LUGAN
B.P. n° 6 - 03140 CHARROUX
Directeur de la publication B. LUGAN
Dépôt légal : Juillet 1994.
*Cette revue ne bénéficie pas de la
Commission Paritaire.*

**TOUS DROITS DE REPRODUCTIONS
INTERDITS POUR TOUS PAYS.**

S.A.R.L. Imprimerie ESVAN
03800 GANNAT

Editorial



L'on se massacre au Rwanda, ce petit pays qui constitue une triple exception en Afrique :

- 1- Il s'agit d'une authentique nation multi-séculaire.
- 2 - Ses frontières historiques n'ont pas été créées par la colonisation.
- 3 - Non seulement le pays n'est pas divisé en une multitude d'ethnies, mais encore ses deux composantes humaines, les Tutsi et les Hutu parlent la même langue et ont conscience d'appartenir à une seule et unique nation.

Le Rwanda est la création de la monarchie Tutsi. Durant 5 à 6 siècles, les hommes de la vache et de la

lance c'est à dire les Tutsi, y ont dominé ceux de la houe et de la glèbe, c'est à dire les Hutu. Ces derniers étaient pourtant majoritaires mais ces notions de majorité ou de minorité sont bien insolites en Afrique où comptent plutôt celles de force et de puissance.

C'est au nom d'une idéologie importée, la démocratie, qu'au moment de l'indépendance les Hutu prirent leur sanglante revanche sur leurs anciens maîtres. Trente ans, plus tard, le diktat démocratique imposé à l'Afrique par la France socialiste lors du sommet franco-africain de La Baule accéléra le chaos du continent et exacerba la situation au Rwanda. Ici, en dépit de terribles massacres et du génocide qu'ils subissent, les Tutsi font militairement à nouveau pencher le balancier de l'histoire dans leur camp.

L'humanitarisme est une philosophie totalement étrangère à l'Afrique éternelle. Il serait détestable et catastrophique qu'au nom du "droit d'ingérence humanitaire", invention des nantis du Nord, l'intervention militaire de la France aboutisse en fin de compte à empêcher les équilibres historiques locaux de se rétablir en bloquant l'avance de l'armée Tutsi.

La loi démocratique du gouvernement des plus nombreux est une notion européen ou américano-centriste. Elle a accéléré la catastrophe africaine en donnant le pouvoir, non pas aux ethnies les plus compétentes, mais à celles dont les femmes ont le ventre le plus fécond.

Quand les "charitabilistes" comprendront-ils que les Africains ne sont pas des Européens pauvres à la peau noire ? Le maréchal Lyautey disait des peuples de l'Empire : "Ils ne sont pas inférieurs. Ils sont autres".

Notre philosophie universaliste est à l'opposé de cette évidence. Elle contribue à tuer l'Afrique ! Avec la meilleure conscience !

Bernard LUGAN.

Chronologie du Rwanda

- vers 400 av. J.-C. : arrivée des premiers bantuphones, ancêtres des Hutu.
- XIV^e siècle : premier roi tutsi historique, Ruganzu I Bwimba. Début de la dynastie des Nyiginya qui régnera jusqu'en 1961.
- XV^e siècle : début de l'unification du Rwanda par la monarchie tutsi.
 - 1892 : Oscar Baumann est le premier européen à pénétrer au Rwanda.
 - 1897 : début de la présence allemande.
 - 1900 : fondation de la première mission catholique à Save.
 - 1908 : fondation de Kigali par l'administration allemande.
- mai 1916 : conquête du Rwanda par les troupes belges.
 - 1922 : la Belgique reçoit de la SDN mandat d'administrer le Rwanda.
 - 1959 : fondation du Parmehutu (Parti du Mouvement de l'Émancipation Hutu).
- 28 juillet 1959 : intronisation de Kigeli V, dernier roi du Rwanda.
- 28 janvier 1961 : proclamation de la République.
- Septembre 1961 : Kigeli V est arrêté puis expulsé par les autorités belges.
 - 1^{er} juillet 1962 : le Rwanda est indépendant. Les Hutu du Sud sont au pouvoir.
- De 1959 à 1963 : les Hutu massacrent les Tutsi. Exode de ces derniers.
 - Février 1973 : nouveaux massacres de Tutsi par les Hutu.
 - 5 juillet 1973 : coup d'État du colonel Juvenal Habyarimana. Les Hutu du Nord accèdent au pouvoir.
 - 1975 : fondation du parti unique MRND (Mouvement Républicain National pour le Développement).
- Octobre 1990 : offensive du FPR - Front Patriotique Rwandais - (Tutsi) depuis l'Uganda. L'intervention militaire française sauve le régime du président Habyarimana.
- 10 juin 1991 : officialisation du multi-partisme. Début de l'anarchie.
- 4 août 1993 : signature des accords d'Arusha entre le MRND et le FPR. Le pouvoir sera partagé entre les Tutsi et les Hutu. Les réfugiés Tutsi pourront regagner le Rwanda et les forces du FPR seront intégrées dans l'armée.
 - Fin 1993 : départ du contingent français qui, depuis octobre 1990 permettait au général Habyarimana de se maintenir au pouvoir.
- 6 avril 1994 : l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi est abattu à Kigali.
 - 7 avril : meurtre du premier ministre et de 10 soldats belges de l'ONU.
- Avril-mai : les massacres se transforment en ethnocide. L'élimination des Tutsi est systématiquement pratiquée par les extrémistes hutu.
 - 23 mai : le FPR s'empare de l'aéroport de Kigali et de la caserne de la garde présidentielle.
 - 25 mai : le FPR s'empare de la mission de Kabgayi à 8 km de Gitarama où s'est réfugié le « gouvernement » hutu.
 - 6 juin : massacre à Kabgayi de l'archevêque de Kigali, de deux évêques et de 10 prêtres hutu.
 - mi-juin : le FPR prend Gitarama et Nyanza-Nyabisindu le « gouvernement » hutu s'enfuit à Gisenyi.
 - 23 juin : début de l'intervention militaire française.

Les socialistes responsables et coupables

Cas d'école que le Rwanda ! Les Tutsi (20 % de la population) et les Hutu (80 %) forment une seule et même nation, parlent la même langue, partagent le même système de valeurs et pourtant, depuis la nuit des temps, les uns dominent les autres et tous se massacrent. **Leur opposition est moins ethnique que raciale.** Il s'agit de deux populations différentes fondues dans le même creuset national par la monarchie tutsi dont l'ancienneté remonte au XIV^e siècle. **La colonisation n'est donc pour rien dans ce clivage historique.**

Pour encore compliquer la situation, une opposition entre Hutu du Nord et Hutu du Sud s'ajoute au conflit séculaire Tutsi-Hutu. Les Hutu du Nord se considèrent en effet comme les seuls « vrais » Hutu. A leurs yeux, les Hutu du Sud seraient culturellement ou racialement « tutsisés ».

De 1959 à 1962, une « jacquerie » hutu se transforma en ethnocide et plus de 50 000 Tutsi furent massacrés. Au moins 300 000 autres trouvèrent refuge en Uganda. Les combattants du FPR sont leurs fils.

De 1962, date de l'indépendance, à 1973, les Hutu du Sud furent au pouvoir. En juillet 1973, un coup d'État porta au pouvoir le colonel Juvénal Habyarimana. Avec lui, les Hutu du Nord, et plus exactement, ceux des préfectures de Ruhengeri et Gisenyi devenaient les nouveaux maîtres du pays. Au clanisme de la région de Gitarama, succédait celui de Ruhengeri-Gisenyi.

Jusqu'au « 10 mai » 1981, les « vieux colons » du ministère français de la Coopération évitèrent soigneusement de s'engager dans le mouvant et complexe jeu inter-clanique rwandais. Tant bien que mal, ils maintinrent égale la part d'aides et d'avantages divers accordés par la France aux deux composantes du peuple hutu.

Tout changea avec les Socialistes. Ils eurent « les yeux de Chimène » pour les Hutu du Nord. Ces derniers n'avaient-ils pas été les premiers à secouer « le joug de l'oppression royale tutsi » en

1959 ? Les premiers républicains du Rwanda ne pouvaient donc que s'attirer les faveurs des héritiers des Conventionnels français...

Dès lors, et sans jamais être remise en question, la politique française au Rwanda connut une remarquable constance dans son inconditionnel soutien au clan hutu qui était au pouvoir.

En 1982, la tornade rose qui soufflait dans l'administration française fit sentir ses effets au Rwanda. Le ministère de la Coopération s'employa à réorienter l'aide française du Sud vers le Nord. Désormais, la France était directement engagée dans l'engrenage clanique rwandais.

C'est ainsi, entre autres, que la France transféra la partie de l'université dont elle avait la charge, de Butaré, dans le Sud, à Ruhengeri, dans le Nord, livrant ainsi plusieurs centaines d'étudiants et de professeurs Tutsi mais également Hutu du Sud au bon vouloir des extrémistes nordistes. La France créa également une première école de gendarmerie dans la même région, forma puis équipa les assassins de la garde présidentielle, tous recrutés dans le clan du général-président.

En 1990, les Tutsi du FPR lancèrent un premier raid depuis l'Uganda. L'armée rwandaise se débâta et le régime fut sauvé par l'envoi de parachutistes français qui leur barrèrent la route de Kigali.

De 1990 à 1992, les troupes françaises furent plus ou moins directement engagées aux côtés de l'armée rwandaise qui tentait laborieusement de reconquérir les régions occupées par les Tutsi.

Jamais, le soutien de la France ne fit défaut au régime. Aveuglés par leur idéologie et tout simplement ignorants des subtilités rwandaises, ceux qui engagèrent imprudemment la France dans cette malheureuse politique clanique portent une responsabilité directe dans les massacres. Mais ils ont également compromis toute la présence française dans la région. Si, demain, les Tutsi revenaient au pouvoir alliés aux Hutu du Sud, combien devrions-nous alors payer pour faire « oublier » nos engagements passés ?

Le retour des seigneurs

Le FPR a été créé en Uganda, parmi les réfugiés Tutsi de la première vague. Ceux qui quittèrent leur pays entre 1959 et 1962. « Ethniquement » et « racialement » parlant, c'est chez eux que le « morphotype » tutsi est le plus accusé. Durant plusieurs années, ils menèrent des opérations de guérilla dans le nord du Rwanda, essentiellement dans la région du Mutara. Désignés par le nom d'*Inyenzi* (les cancrelats) par les Hutu, ils ne parvinrent pas à constituer une force crédible avant les années 1980.

Tout changea, quand la guerre civile ravagea l'Uganda. Leurs fils se rangèrent alors dans le camp de Yeweri Museweni qui appartient à une ethnie pastorale apparentée aux Tutsi, les Hima d'Uganda.

Ils passèrent un accord avec ce dernier. En échange de leur engagement à ses côtés, il promit de les aider à reconquérir le pouvoir au Rwanda. Durant plusieurs années ils menèrent la guerre de brousse en Uganda, constituant le fer de lance de l'armée de Museweni. C'est une force peu nombreuse mais particulièrement bien entraînée dont dispose donc le FPR. Ses effectifs peuvent être évalués à 15 000 combattants qui savent qu'ils mènent leur dernier combat.

En face, les FAR (Forces Armées Rwandaises) sont peu motivées ; à l'exception de la garde présidentielle — 5 000 hommes — qui sait qu'en cas de défaite elle n'aura aucune pitié à attendre des Tutsi. L'armée rwandaise est composée d'environ 35 000 hommes. Équipée et entraînée par la France, elle n'a jamais pu résister, seule, aux offensives du FPR. C'est ainsi qu'en octobre 1990, lorsque le FPR lança sa première grande attaque depuis le poste frontalier de Kakitumba, elle se débanda totalement.

Ce furent alors les parachutistes du REP qui stoppèrent les Tutsi à la hauteur des briquèteries, sur la dernière digue avant l'aéroport de Kigali.

Ce fut grâce aux hommes des RPIMA que l'armée rwandaise fut ensuite en mesure de repousser partiellement vers le Nord les colonnes du FPR. Ce fut grâce à eux que, durant plus de trois années, le régime moribond du président Habyarimana fut maintenu au pouvoir.

Les Tutsi ne l'ont pas oublié...

La déstabilisation démocratique

Le Rwanda est à plus d'un titre le contraire de l'Afrique. Ici, et à la différence de la quasi totalité du continent noir, nous sommes en présence d'une authentique nation dont l'émergence historique peut être située au XIV^e siècle. De même, alors que presque tous les pays de l'Afrique sub-saharienne sont des mosaïques ethniques dont l'évolution vers une définition nationale est impossible, le Rwanda, tout comme le Burundi son voisin, a la chance de n'être composé que de deux populations, les Hutu et les Tutsi.

Or, exemple toujours unique en Afrique, les Hutu et les Tutsi ont conscience d'appartenir à la même nation, ils parlent la même langue, ils partagent le même système de valeurs, leur religion traditionnelle n'était qu'une et ils font partie des mêmes clans (tableau p. 31). Nous ne sommes donc pas en présence d'ethnies, au sens scientifique du terme.

Cette unité a été renforcée par les colonisateurs : allemands de 1898 à 1916, puis belges jusqu'à l'indépendance. Les Tutsi et les Hutu sont en effet francophones et, à une écrasante majorité, ils sont chrétiens.

Or, en dépit de tous ces facteurs d'unité, Tutsi et Hutu se massacrent, dépassant en horreur les pires abominations libériennes. **La raison de cette haine repose sur une opposition raciale et non sur une définition ethnique.**

Le plus étonnant dans les réactions épouvantées des médias est précisément leur étonnement. Une fois encore, la sous-culture médiatique est prisonnière de l'immédiat. N'ayant aucune mémoire, elle pense que ces massacres sont une nouveauté.

Or, les tensions entre Tutsi et Hutu n'ont jamais cessé. La colonisation les mit entre parenthèses. L'indépendance les réveilla.

De 1959 à 1994, par quatre fois, les Hutu massacrèrent les Tutsi. Par centaines de milliers, ces derniers s'enfuirent au Burundi, mais aussi et surtout en Uganda. Le FPR est composé de leurs fils.

Le FPR n'est fort que d'une poignée d'hommes : à peine 15 000 combattants. En face, les

milices Hutu disposent d'un inépuisable réservoir humain puisque les Hutu sont 6 millions et les Tutsi moins d'un million. Mais les premiers sont les anciens « féodaux ». Ils ont derrière eux plusieurs siècles de tradition guerrière. Ayant combattu durant plusieurs années dans les rangs de l'armée ugandaise dont ils constituaient le fer de lance, ils ont parfaitement assimilé les techniques de la guérilla moderne.

Et puis, surtout, ils sont le dos au mur. C'est leur peuple que les Hutu ont entrepris de « génocider ». La France socialiste porte à cet égard une immense responsabilité dans les massacres. Pour des raisons troubles qu'il faudrait bien élucider un jour, elle a totalement supporté, assisté, secouru et promu le gouvernement du général Juvénal Habyarimana.

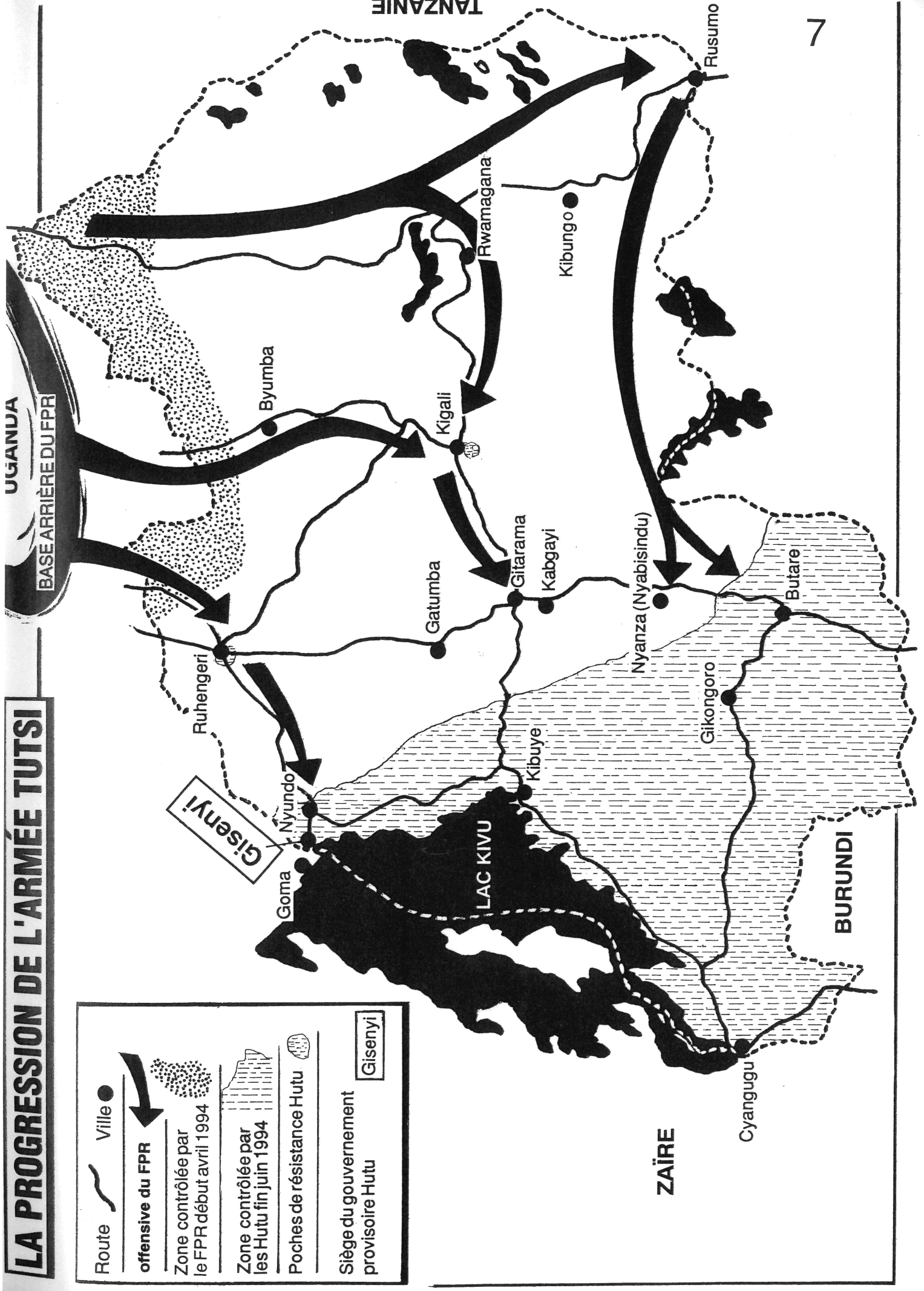
L'homme, qui n'était pas un mauvais bougre était un fervent catholique ; mais après « La Baule », il fut contraint de « démocratiser » son pays afin de continuer à plaire aux idéologues qui gouvernaient la France et qui détenaient les crédits de la coopération. Dès cette époque, il fut dépassé par les courants hutu les plus extrémistes, ceux qui, comme lui, étaient originaires du nord du pays et plus précisément des régions de Byumba, Ruhengeri et Gisenyi.

Le pouvoir du général commença alors à vaciller et, en 1990 les Tutsi du Front Patriotique Rwandais tentèrent un raid en profondeur depuis l'Uganda. La victoire militaire leur fut ravie par la France qui envoya la Légion puis les parachutistes de l'infanterie de marine.

Il est faux de prétendre que l'armée française se contenta alors d'évacuer nos ressortissants ; sa seule présence stoppa en effet le FPR devant Kigali, lui interdisant de prendre l'aéroport et soulageant ainsi l'armée gouvernementale totalement débordée. C'est également l'armée française, qui, plongée dans ce conflit qui ne nous concernait en rien puisque nos ressortissants avaient été sauvés, permit aux Hutu de repousser les Tutsi vers le Nord.

Sans cette incompréhensible intervention, les Tutsi seraient au pouvoir depuis 1990 et les actuels massacres n'auraient pas été perpétrés.

LA PROGRESSION DE L'ARMÉE TUTSI



UGANDA
BASE ARRIÈRE DU FPR

TANZANIE

Route	—
Ville	●
offensive du FPR	→
Zone contrôlée par le FPR début avril 1994	[Stippled area]
Zone contrôlée par les Hutu fin juin 1994	[Hatched area]
Poches de résistance Hutu	[Dotted area]
Siège du gouvernement provisoire Hutu	[Gisenyi symbol]

Gisenyi

ZAÏRE

BURUNDI

LAC KIVU

L'autopsie d'un massacre

Le 6 avril 1994, l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi — tous deux Hutu — était abattu à Kigali. Les corps de MM. Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira étaient retrouvés, disloqués et en partie calcinés dans les jardins de la Présidence, au milieu des débris de l'appareil. Accident ou plus probablement attentat, cette catastrophe déclencha un des plus épouvantables massacres tribaux de cette fin de siècle.

Les tueries commencèrent dès la nuit du 6 avril à Kigali, capitale du Rwanda dont la population était alors d'environ 250 000 habitants. Elles avaient été programmées par la garde présidentielle et par les milices *Interahamwe* et *Impuzamugambi*, composées de Hutu, généralement originaires des régions septentrionales du pays.

Une radio appela à massacrer les Tutsi à travers tout le pays, cependant qu'à Kigali, un sanglant porte-à-porte débutait. Listes à la main, les tueurs éliminèrent les ministres et les fonctionnaires tutsi ainsi que les responsables hutu jugés proches des Tutsi. Pour ces assassins, les Hutu non originaires des préfectures de Gisenyi de Ruhengeri ou de Byumba sont souvent considérés comme des Hutu « tutsisés », ce qui n'est pas totalement inexact.

A la lutte tutsi-hutu, venait donc, secondairement, se surimposer un autre affrontement, inter-hutu celui-là.

A Kigali même, 600 soldats tutsi du FPR étaient pris au piège. Arrivés dans la capitale en décembre 1993, en application des accords d'Arusha qui prévoyaient la fin des hostilités commencées en 1990 et la constitution d'un gouvernement de coalition, ils se retranchèrent dans l'ancien parlement, sur la plus vaste des trois collines sur laquelle est bâtie la ville de Kigali. Là, ils constituèrent une solide poche de résistance, attendant d'être dégagés par une colonne de 5 000 combattants qui se mit en marche depuis les régions déjà contrôlées par le FPR.

Le 7 avril, le premier ministre, Agathe Uwilingiyimana était assassinée ainsi que ses 10 gardes du corps, des soldats belges du contingent de l'ONU. Ce meurtre venait après celui de quatre autres ministres tutsi et hutu et de tous les membres de leurs familles.

Le 8 avril, les massacres devinrent indescriptibles. Kigali et une grande partie du Rwanda furent livrés aux milices hutu. Il fut alors décidé d'évacuer les expatriés, essentiellement des Belges et des Français.

Le 9 avril, 280 soldats français des 3^e et 8^e RPIMA prenaient position dans Kigali, rejoints entre le 10 et le 11 avril par 650 para-commandos belges.

Les accords d'Arusha ont été signés entre le FPR et le gouvernement rwandais afin de tenter de trouver une solution pacifique à un conflit qui durait depuis 1990. En dépit de l'aide massive de la France, l'armée rwandaise ne parvenant pas à reconquérir le territoire perdu face aux Tutsi, il était nécessaire de sortir de l'impasse militaire. Les accords prévoyaient la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, l'intégration progressive du FPR à l'armée rwandaise et la tenue d'élections « libres » supervisées par l'ONU qui envoya une force militaire, la Minuar.

Les extrémistes hutu étaient opposés à ces accords qu'ils considéraient comme trop favorables aux Tutsi. Ils reprochaient au président Habyarimana de les avoir signés.

Le 11 avril, l'évacuation des derniers européens de Kigali était achevée. Le 12 avril, l'ambassade de France fut abandonnée dans la précipitation et nombre de ses employés tutsi massacrés par les Hutu.

*

* *

La fuite du gouvernement hutu

*

* *

Le même jour, le gouvernement intérimaire provisoire hutu avait fui la capitale pour trouver refuge plus au sud, dans la région de Gitarama. Le nouveau chef de l'État, Théodore Sindikubwabo et le nouveau premier ministre, Jean Kambanda sont des extrémistes. Ils s'étaient opposés à la signature des accords de paix d'Arusha, considérant qu'ils faisaient la part trop belle aux Tutsi. Le premier est issu du MRND (Mouvement Républicain National pour le Développement), l'ancien parti unique et le second du MDR (Mouvement Démocratique Républicain).

Leur fuite à Gitarama s'expliquait par la progression des Tutsi du FPR qui s'apprêtaient à encercler Kigali.

Le 13 avril, le général Kagamé, chef d'État-major du FPR déclarait d'ailleurs : « *Notre intention est de neutraliser la garde présidentielle, les bandits et le gouvernement illégal d'assassins afin de restaurer la loi et l'ordre au Rwanda* ».

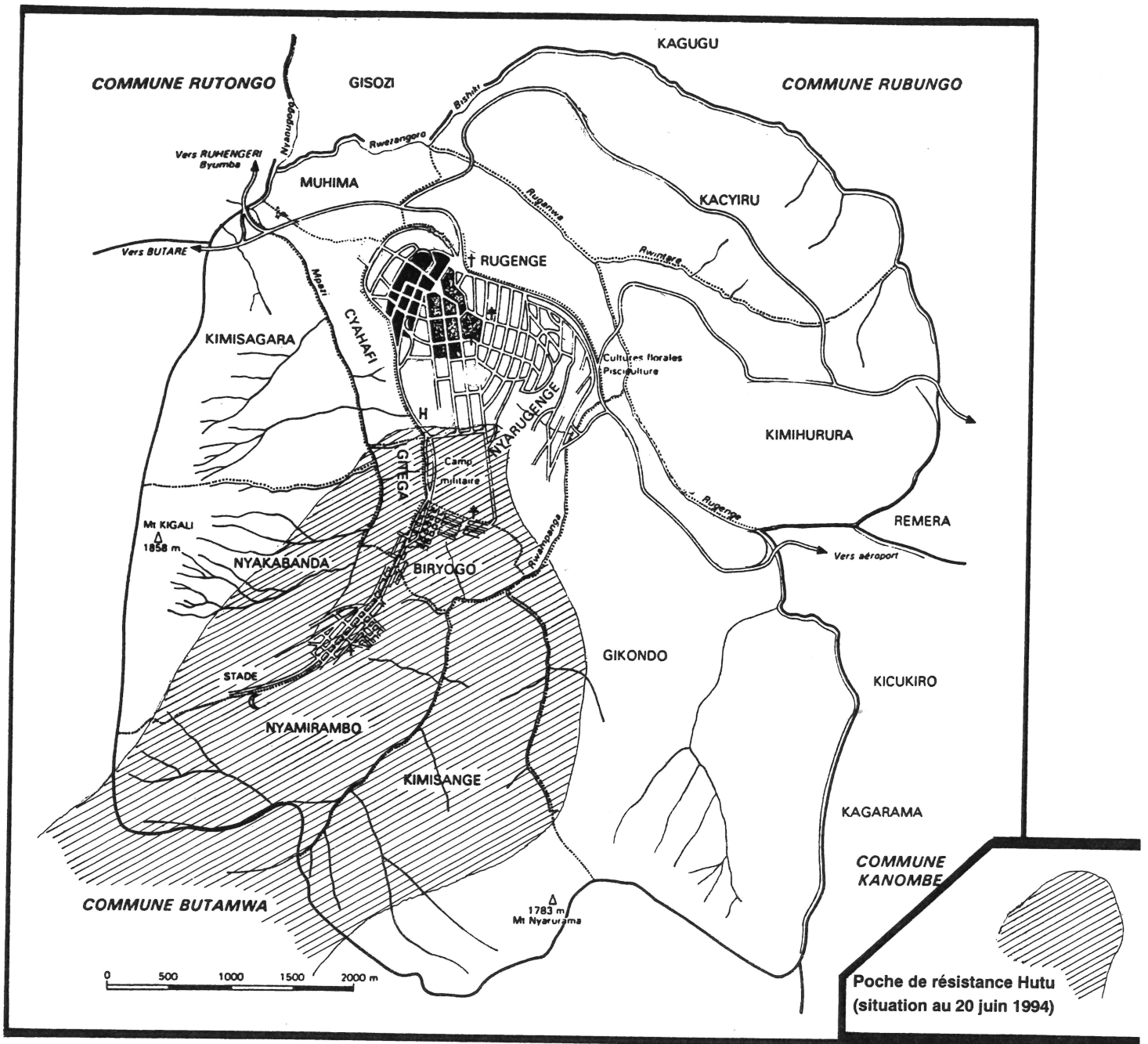
Face à la poussée des forces tutsi, le gouvernement provisoire nomma un autre extrémiste hutu à la tête de l'armée. La tâche du colonel Augustin Bizimungu n'était pas aisée. Dans l'immédiat, il ne pouvait plus compter sur la présence de l'ONU pour freiner l'avance tutsi. Les 22 et 23 avril, 4 000 des 4 300 casques bleus présents au Rwanda pour tenter d'y organiser une transition pacifique vers le multipartisme au moyen d'élections libres avaient en effet quitté le pays.

Durant tout le mois de mai, le génocide rwandais ne cessa à aucun moment et d'immenses déplacements de population se produisirent, des centaines de milliers de Hutu fuyant la probable vengeance d'un FPR paraissant prendre l'avantage sur le terrain. Pour tenter de mettre un terme aux massacres, le Conseil de sécurité de l'ONU décida alors dans la nuit du 16 au 17 mai de donner un accord de principe permettant de porter les effectifs de la MINUAR (Mission de l'ONU au Rwanda) à 5 500 hommes. Les pays candidats ne se bousculèrent pas pour envoyer des hommes. L'exemple somalien était présent à toutes les mémoires et l'ampleur des tueries rwandaises avait de quoi faire hésiter les plus chauds partisans de l'interventionnisme humanitaire.

En s'emparant du camp de Kanombe, casernement de la garde présidentielle et en prenant le contrôle de l'aéroport de Kigali, le FPR remporta deux importantes victoires le 23 mai. Dans le reste du pays, la poussée tutsi était confirmée dans deux directions. A l'Est, la frontière avec la Tanzanie était coupée aux Hutu qui cherchaient à fuir l'inéluctable vengeance qui les attendait et au Sud, le FPR marchait vers la ville de Gitarama.

Fin mai, soit six semaines après le début des massacres, un premier bilan pouvait être tenté. Le nombre des victimes est considérablement élevé sans qu'il soit possible de l'établir avec précision. D'autant plus que les tueries continuent. Les chiffres les plus hauts seraient de 500 000 morts, essentiellement des Tutsi. Cette population peut même être considérée comme physiquement éliminée de plusieurs régions du Rwanda. Les personnes déplacées sont entre un million et deux mil-

LA BATAILLE de KIGALI



En raison de la faiblesse de ses effectifs, le FPR ne peut mener en même temps plusieurs grandes offensives. La carte de la page 7 montre les grandes directions de sa progression. Sa priorité était de conquérir le plus vaste territoire possible afin de désorganiser la résistance hutu en lançant vers les zones non encore conquises des millions de réfugiés.

C'est ce qui s'est produit dans l'est du pays que le FPR ne sera jamais — démographiquement parlant — en mesure de contrôler. A moins d'événements inattendus le front ne devrait donc pas bouger d'une manière significative dans cette zone.

Au Sud, en revanche, le FPR devrait être en mesure de prendre Butare et d'atteindre la frontière du Burundi. Le 24 juin, ses forces étaient signalées à 6 ou 7 km au nord de la mission de Save, c'est-à-dire à une douzaine de km au nord de Butare.

Reste Kigali. Ici, le plan du FPR semble clair : couper les milices de la population en permettant l'exode de cette dernière afin de « cueillir » le moment voulu la partie de la capitale encore sous contrôle hutu. Le FPR n'a jamais caché qu'il souhaitait faire payer aux assassins des milices et de la garde présidentielle leurs crimes de ces derniers mois.

lions. Il s'agit surtout de Hutu du Nord ayant fui devant la poussée des forces tutsi. Quant aux réfugiés de Tanzanie, leur nombre est voisin de 300 000.

Il s'agit souvent d'assassins, de complices d'assassins ou de témoins de meurtres ayant cherché à échapper aux colonnes FPR décidées à leur faire chèrement payer le massacre des leurs.

* *

*

Les raisons d'un massacre

* *

*

Au-delà des images insoutenables, pourquoi un tel massacre a-t-il pu se produire ? Pourquoi le Rwanda, petit paradis équatorial autrefois comparé à la Suisse, est-il frappé par une telle malédiction ? est-ce une nouveauté ou la permanence de déterminismes ethniques et historiques ?

Le Rwanda est à cet égard un véritable « cas d'école » car il s'agit d'une des très rares nations du continent noir. C'est une création tutsi et plus précisément de la dynastie nyiginya qui régna d'une manière continue depuis les années 1350. A l'époque pré-coloniale, les Tutsi — environ 20 % de la population — dominaient les Hutu — environ 60 % de la population. 20 % des Rwandais sont métisés et s'affirment Hutu ou Tutsi au gré des circonstances ; ils vivent à 95 % dans le sud du pays aussi les intégristes Hutu qui sont essentiellement des nordistes considèrent qu'au sud de Kigali il n'y a pas de « purs » Hutu. Cette réalité ne doit jamais être perdue de vue si l'on veut comprendre le conflit régionaliste inter-Hutu qui s'ajoute au conflit Hutu-Tutsi.

Hutu et Tutsi ne constituent pas des ethnies au sens propre du terme puisqu'ils parlent la même langue, le kinyarwanda — qui est une langue bantou —, ont conscience d'appartenir à la même nation, partagent le même système de valeurs. Ce sentiment d'unité a été renforcé au XX^e siècle par la colonisation. Les Rwandais sont en effet francophones et surtout, ils sont chrétiens. Nous sommes ici dans la région la plus christianisée d'Afrique. Les catholiques représentent 65 % de la population, les diverses obédiences protestantes environ 25 %. L'Islam y est urbain et tout à fait marginal. Quant aux religions traditionnelles, elles ont quasiment disparu ces vingt dernières années.

La différence entre Tutsi et Hutu est raciale. Il s'agit de deux populations différentes. Les Hutu qui descendent des migrants bantouphones venus d'Afrique de l'Ouest sont présents dans la région depuis plus de 2 000 ans. Jamais ils n'ont dépassé le cadre de la minuscule chefferie. Les pasteurs tutsi sont arrivés en vagues successives à partir du VII^e siècle. Ce sont les derniers d'entre eux, les Nyiginya, qui, à partir du XII^e siècle ont commencé une politique de constitution étatique.

Toute l'histoire du Rwanda repose sur le dualisme entre les hommes de la vache et de la lance dominant les hommes de la houe et de la glébe qui les considéraient comme des demi-dieux.

Cette société demeura intacte jusqu'aux années 1950. Après une brève et superficielle colonisation allemande, la période belge maintint l'ordre ancien. Le pouvoir tutsi fut soutenu à la fois par la Belgique et par la toute puissante église catholique. En 1959, tout changea et une jacquerie hutu éclata. Cinquante mille tutsi furent massacrés. On leur scia les jambes afin de les ramener à une taille plus « normale » ; leurs femmes qui étaient si fières et si hautaines furent systématiquement violées.

Les Tutsi tentèrent naturellement de se défendre. Ils reprirent vite l'avantage mais ils furent combattus par l'armée belge qui intervint contre eux chaque fois qu'ils l'emportaient sur les Hutu et qui laissait les Hutu les massacrer quand ils avaient le dessous. Au moins trois cent mille Tutsi déci-

dèrent alors de se réfugier en Uganda. Ce sont leurs fils qui constituent aujourd'hui le gros des forces du FPR.

Pourquoi l'Église et la Belgique avaient-elles choisi de trahir les Tutsi et de donner le pouvoir aux Hutu ?

Pour l'Église, les raisons sont claires et elles tiennent au contexte général du « modernisme » et du succès de la démocratie chrétienne : il n'était plus admissible que 20 % de la population puissent en dominer 80 %.

Les autorités belges avaient également décidé de « lâcher » les Tutsi. En 1958, à la séance d'ouverture du « Conseil Général du Ruanda-Urundi », le vice-gouverneur général Harroy annonça que désormais la Belgique se considérait comme déliée du pacte tacite la liant aux autorités féodales tutsi.

L'indépendance étant proche, les Tutsi comprirent que le but des autorités belges était la tenue d'élections au suffrage universel dont les Hutu allaient évidemment sortir vainqueurs puisqu'ils étaient plus nombreux qu'eux. Leur seul moyen de réaction fut le recours à l'ONU. Ils demandèrent alors à l'organisation l'indépendance immédiate du Rwanda. Ce faisant, les Tutsi s'aliénèrent encore davantage les autorités coloniales qui laissèrent la jacquerie de 1959 se transformer en révolution puis en génocide.

Le 28 janvier 1961, la république fut proclamée à Gitarama et le 25 septembre 1961 eurent lieu les élections que redoutaient tant les Tutsi. Le vote traduisit très exactement les rapports démographiques entre Hutu et Tutsi puisque le Parmehutu obtint 77,7 % des voix et les deux partis tutsi, l'UNAR et l'APROSOMA 21 %.

Le 1^{er} juillet 1962, le Rwanda hutu devenait indépendant. Pour les Tutsi, trente années de malheurs, d'humiliations, de massacres périodiques (1964, 1973, 1986 etc...) et d'exodes commençaient.

Leur revanche est peut-être au bout de leurs fusils. Le Rwanda n'a donc pas fini de faire la « une » de l'actualité.

Le Burundi présente les mêmes caractéristiques ethniques que le Rwanda. Mais, ici, les Tutsi réussirent à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1993 en massacrant régulièrement l'opposition hutu. Ils avaient compris la leçon du Rwanda et n'avaient pas l'intention de se laisser ethnocider. Les principales répressions subies par les Hutu du Burundi datent de 1965, de 1972 — plus de 100 000 morts —, 1973 et 1990 — plus de 20 000 morts.

En juin 1993, des élections multipartites donnent la victoire aux Hutu. L'un d'entre eux, Melchior Ndadaye devient président, mais l'armée, à totalité Tutsi, l'assassine le 21 octobre 1993. Ce meurtre entraîne de terribles massacres. Dans un premier temps, des dizaines de milliers de tutsi sont mis à mort par les Hutu, puis, la répression militaire tutsi s'abat sur les régions soulevées et 100 000 Hutu sont à leur tour tués.

Depuis, le Burundi est à la veille d'une explosion de type rwandais, même si l'armée tutsi veille et si, officiellement les Hutu sont au pouvoir. Quant aux centaines de milliers de réfugiés hutu vivant en Tanzanie depuis 1965, leur incapacité à l'union n'en fait pas une force militaire à l'image de celle que les réfugiés tutsi constituèrent en Uganda avec le FPR.

La principale faiblesse des Tutsi du Burundi vient de leurs divisions internes. A l'image des Hutu du Rwanda, les Tutsi du Burundi s'opposent entre Tutsi du Nord et Tutsi du Sud.

Comment recevoir l'Afrique Réelle ?

1 — L'abonnement pour un an (quatre numéros) *cocher les cases correspondantes*

L'abonnement débute soit avec le n° 4 et se termine avec le n° 7

soit avec le n° 5 et se termine avec le n° 8

France	360 francs	<input type="checkbox"/>
Étranger hors CEE ; DOM-TOM	500 francs	<input type="checkbox"/>
Ministères, ambassades, institutions	600 francs	<input type="checkbox"/>
Abonnements de soutien à partir de	1 000 francs	<input type="checkbox"/>
Étudiants	200 francs	<input type="checkbox"/>

2 — L'abonnement depuis le n° 1, *cocher la case correspondante*

Cet abonnement permet de posséder la collection complète de la revue. Il débute avec le n° 1 et se termine avec le n° 8. Dès réception de votre abonnement, vous recevrez les n° 1 à 4, déjà parus.

Les numéros 5 à 8 vous seront expédiés chaque trimestre au fur et à mesure de leur parution.

France	600 francs	<input type="checkbox"/>
Étranger hors CEE ; DOM-TOM	900 francs	<input type="checkbox"/>
Ministères, ambassades, institutions	1 600 francs	<input type="checkbox"/>
Étudiants	400 francs	<input type="checkbox"/>


3 — L'achat au numéro

n° 1 : dossier Afrique du Sud : 100 F pour un exemplaire ; 500 F pour 10 exemplaires.

n° 2/3 : atlas de l'Afrique : 250 F pour un exemplaire ; 1 500 F pour 10 exemplaires.

n° 4 : dossier Rwanda ; RSA : après les élections : 150 F pour un exemplaire ; 800 F pour 10.

NOM et Prénom

ADRESSE 

VILLE

Signature

Bulletin et règlement par chèque bancaire ou postal, à retourner à

L'AFRIQUE RÉELLE
BP n° 6-03140 CHARROUX



P R O S P E C T I O N

L'**Afrique Réelle** ne peut se développer que si ses lecteurs deviennent ses propagandistes.

Faites-nous connaître les noms d'amis susceptibles de souscrire un abonnement. Nous leur enverrons un numéro spécimen.

NOM Prénom

Rue

--	--	--	--	--	--

Code postal

VILLE

Facultatif : de la part de M. ou de M^{me}

NOM Prénom

Rue

--	--	--	--	--	--

Code postal

VILLE

Facultatif : de la part de M. ou de M^{me}

NOM Prénom

Rue

--	--	--	--	--	--

Code postal

VILLE

Facultatif : de la part de M. ou de M^{me}

LISTE DES ROIS DU RWANDA et LEURS DATES de DÉCÈS

(d'après la littérature)

NOM DES ROIS	Delmas (1950 : 24)	Kagame (1959a : 87)	Vansina, (1962b : 56)	Kagame, (1972 b : 37-38)
GIHANGA	1200	992		1124
KANYARWANDA I Gahima I	—	1025		1157
YUHI Musindi	—	1058		1180
NDAHIRO I Ruyange	—	1213	1386 (± 20)	1213
NDOBA	1400	1246	1410 (± 18)	1246
SAMEMBE	—	1279	1434 (± 16)	1279
NSORO I Samukondo	—	1312	1458 (± 14)	1312
RUGANZU I Bwimba	—	1345	1482 (± 12)	1345
CYIRIMA I Rugwe	—	1378	1506 (± 10)	1378
KIGERI I Mukobanya	1500	1411	1528 (± 12)	1411
MIBAMBWE I Mutabazi	—	1444	1552 (± 14)	1444
YUHI II Gahima II	—	1447	1576 (± 16)	1477
NDAHIRO II Cyamatare	—	1510	1600 (± 18)	1510
RUGANZU II Ndoli	—	1543	1624 (± 20)	1543
MUTARA Semugeshi	1600	1576	1648 (± 22)	1576
KIGERI II Nyamuheshero	—	1609	1672 (± 20)	1609
MIBAMBWE II Gisanura	—	1642	1696 (± 18)	1642
YUHI III Mazimhaka	1700	1675	1720 (± 16)	1675
KAREMERA Rwaka	—		1744 (± 14)	
CYIRIMA II Rujugira	—	1708	1768 (± 12)	1708
KIGERI III Ndararasa	—	1741	1792 (± 10)	1741
MIBAMBWE III Sentabyo	1800	1746	1797 (± 10)	1746
YUHI IV Gahindiro	—	?	1830 (± 10)	?
MUTARA II Rwogera	1865	1853	1860 (± 5)	1853
KIGERI IV Rwabugili	1895	1895	1895	1895

La mise en place des populations

Depuis l'arrivée des ancêtres des actuels Hutu, il y a environ 2 400 ans, l'humanisation de l'espace s'est faite par la lente et continue dégradation du milieu.

La toponymie, la palynologie, les rares vestiges forestiers, les traditions et les témoignages nous apprennent que l'action combinée de la conquête des terres nouvelles pour l'agriculture et de pâturages pour l'élevage ont profondément remanié la végétation originale du Rwanda. Le plateau central par exemple était une savane arbustive **umukenke** avec hautes herbes, euphorbes candélabres **umuko** et acacias parasol.

Toute la région de Butaré, dans le sud, était une forêt il y a 1 500 ans. Vers 1850, toute la crête Congo-Nil était encore une forêt primaire.

Le Rwanda d'aujourd'hui est à ce point humanisé — plus de 7 millions d'habitants sur une superficie de moins de 30 000 km² — qu'il est difficile à l'observateur d'imaginer ce qu'étaient encore les régions naturelles il y a à peine quelques décennies. Si nous mettons à part le parc de la Kagera, le parc des Volcans, la forêt de Nyungwe en phase avancée de dégradation, seuls certains marais non bonifiés et quelques bosquets ayant échappé aux défricheurs ou aux feux de brousse permettent une représentation de la région durant la période pré-coloniale.

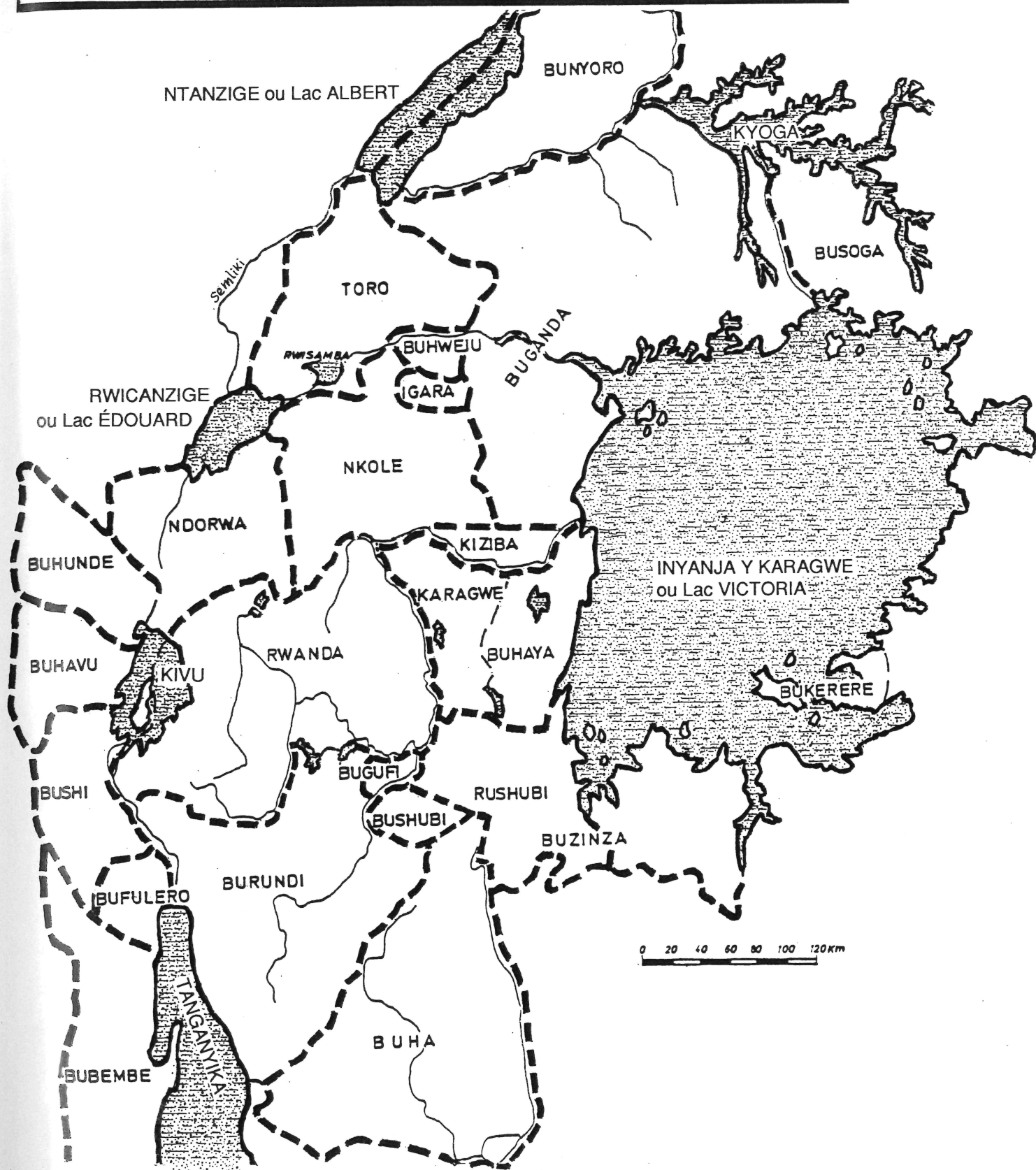
Après une longue période de cohabitation durant laquelle agriculteurs, éleveurs et chasseurs-cueilleurs survivants du dernier âge de la pierre partagèrent les mêmes milieux écologiques, une spécialisation territoriale s'établit aux dépens des prédateurs.

Partout les groupes « vestige » se fondirent dans la masse de la population par le métissage, ou bien alors ils furent massacrés, ou contraints d'émigrer.

A la fin du XIX^e siècle, les derniers groupes résiduels pratiquant une économie de chasse et de cueillette étaient les familles twa (pygmées) vivant dans la forêt de la crête Congo-Nil. Ailleurs, abandonnés par le recul de la sylvie, les derniers d'entre eux s'étaient intégrés à l'économie d'auto-subsistance, acquérant parfois une spécialisation, celle de la poterie.

Dans l'est du pays survivaient également quelques centaines de pêcheurs-chasseurs-récolteurs sur les îles du fleuve Kagera. Le reste de la population, c'est-à-dire 99 % des habitants du Rwanda avait une activité agro-pastorale.

Les ROYAUMES de la région interlacustre



La colonisation aurait-elle créé les Tutsi ?

Le psychodrame ethnique que connaissent le Rwanda et le Burundi dérange la bonne conscience des tiers-mondistes dans la mesure où il vient infirmer leurs postulats. L'exemple du Burundi et du Rwanda est en effet un « cas d'école » : deux vieux pays, avec une langue nationale, une culture nationale, une philosophie nationale... et pourtant, depuis qu'ils existent, Tutsi et Hutu s'entretuent... Comme cette réalité perturbe les intellectuels, ils la nient.

Mieux encore, ils tentent de persuader l'opinion des pays du Nord que les différences entre Hutu et Tutsi sont le résultat d'une politique coloniale délibérée. Cette idée a été inventée par Jean-Pierre Chrétien, chercheur au CNRS. Largement présent sur les médias depuis le mois d'avril 1994, il a sans cesse répété l'idée suivante : les oppositions Tutsi-Hutu sont une nouveauté car, à l'époque pré-coloniale, la société était un creuset, un melting pot permanent et national organisé autour d'une monarchie qui ne reconnaissait ni Twa, ni Tutsi, ni Hutu mais des sujets rundi et rwanda. Hélas, cette belle harmonie sociale n'allait pas survivre à la colonisation. Le colonisateur transcrivit au Burundi et au Rwanda des schémas féodaux européens ; il observa à travers un regard faussé par la lumière d'Afrique des différences physiques et politiques là où n'existaient que paix et concorde entre sujets d'une monarchie unificatrice des énergies nationales.

C'est ainsi que les concepts Hutu-Tutsi qui ne recouvraient qu'une spécialisation économique momentanée et variable entre agriculteurs et éleveurs furent figés — Chrétien dit « gelés » — et maintenus sur des bases incomprises — pour Chrétien « consolidés artificiellement » par les missionnaires et les administrateurs. Ces derniers en firent des castes (fermées) fondées sur des différences raciales ; ainsi, grâce à la dissociation ethnico-raciale du Burundi et du Rwanda ils purent imposer et maintenir leur présence, ce qui aurait demandé davantage d'efforts dans le cas d'une résistance nationale. J.-P. Chrétien va même jusqu'à parler des « ethnies forgées par l'anthropologie coloniale »

Peut-on sérieusement soutenir que la colonisation aurait créé les Tutsi ? Évidemment non. Il serait aussi absurde, pour ne pas dire stupide, d'écrire que la colonisation aurait créé les Berbères par rapport aux Arabes, les Touaregs par rapport aux sédentaires noirs du Sahel, les Moï par rapport aux populations vietnamiennes du littoral, etc.



Toute la culture de l'ancien Rwanda était basée sur les différences Tutsi - Hutu.

Les traditions officielles y étaient théoriquement figées et leur conservation confiée à des personnages ayant la charge de les réciter à la demande du souverain. La transmission de ces traditions se faisait en principe de père en fils, au sein des même lignages.

Le royaume du Rwanda avait même créé un corps structuré de ritualistes.

L'exemple rwandais est sans doute unique en Afrique par sa durée (le royaume a une profondeur historique de cinq siècles) et par l'organisation de son corps de ritualistes. Ici, la

tradition, donc les chroniques du passé, est intimement mêlée à l'histoire du pays. Il s'agit d'une institution qui véhicule **la différence d'ordre « racial »** qui sépare Tutsi et Hutu.

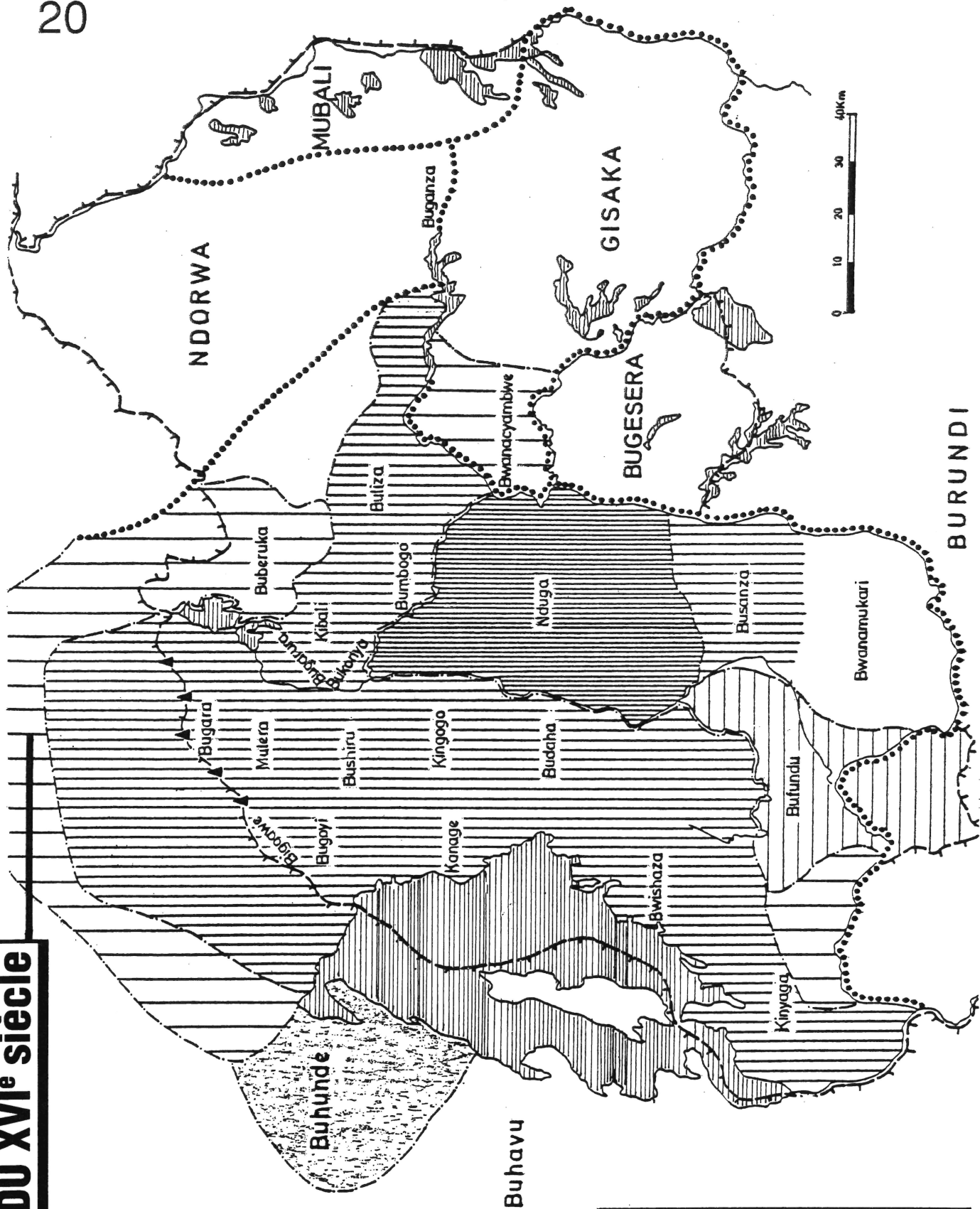
Les grandes traditions officielles sont au nombre de 9. Elles sont toutes antérieures à la colonisation laquelle ne débuta et encore que d'une manière indirecte, qu'au début du XX^e siècle.

Ce sont les :

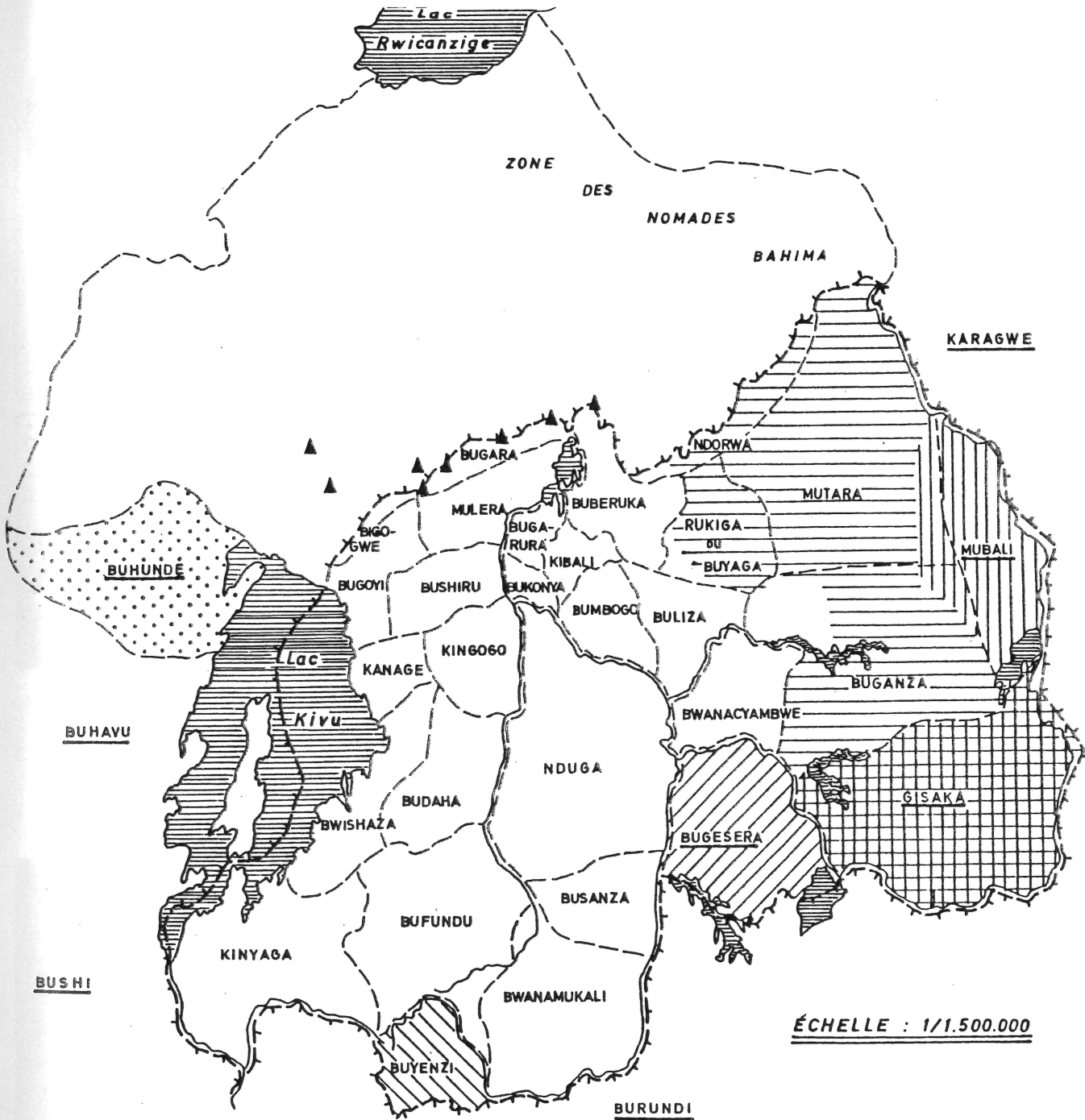
- *Ibiteekerezo* ou Récit historique ancien (source officielle ou populaire, littéraire). Elle date du : XV^e siècle
- *Amakuru* ou Récit historique récent (source non officielle, détaillée, précise). Elle date d'environ : 1875
- *Ubucarabwene* ou Généalogie dynastique (source officielle parfois remaniée). Elle date du : XVI^e siècle
- *Ubwiiru* ou Code magique et légal de la dynastie (source officielle parfois remaniée). Elle date du : XVI^e siècle
- *Ibisigo* ou Poèmes dynastiques (source officielle panégyrique pour les rois). Elle date de : 1625 environ
- *Ibyivugo* ou Poèmes dynastiques (source privée souvent fantaisiste). Elle date des années : 1750-1840
- *Amazina y'inka* ou Poésie pastorale (source privée comparable aux Ibyivugo). Elle date d'environ : 1860
- *Inaanga* ou Chansons de la harpe (compositions artistiques privées à caractère parfois historique). Elles datent du : XVIII^e siècle
- *Indirimbo* ou Chanson guerrière. Elle date de : 1800 environ

Ces traditions exaltent toutes les pasteurs tutsi à la haute taille ainsi que leurs valeurs aristocratiques et guerrières. L'idéologie qu'elles véhiculent est d'essence raciale. Royaume de la lancée et de la vache, toute la philosophie de l'ancien Rwanda reposait sur la domination des Tutsi sur les Hutu. Prétendre que cette réalité date de la période coloniale relève de l'escroquerie intellectuelle.

L'EXPANSION DU XVI^e siècle



- - - -	FRONTIÈRE ACTUELLE
~~~~~	FLEUVE OU RIVIÈRE
▲	VOLCAN
	LE RWANDA A L'AVÈNE- MENT DE RUGANZU II NDOLI (1510 - 1543)
□□□	RECONQUÊTES ET CON- QUÊTES DE RUGANZU II NDOLI
□□□	CONQUÊTE DE MUTARA I SEMUGESHI (1543 - 1576)
□□□	CONQUÊTES DE KIGELI NIMAHESHERA (1576 - 1609)
<b>Buhunde</b>	ROYAUME TRIBUTAIRE DU RWANDA
<b>GISAKA</b>	ROYAUME INDÉPENDANT DU RWANDA



++++	FRONTIERES ACTUELLES		CONQUÊTES DE CYLIMA II RUJUGIRA (1676-1700)
	FLEUVE OU RIVIÈRE		CONQUÊTES DE KIGELI III NDABARASA (1700-1741), abandonnées
▲	VOLCAN		CONQUÊTE DU BUGESERA SOUS MIBAMBWE III SENTABYO (1741-1746)
----	LIMITES THÉORIQUES DE CHAQUE RÉGION HISTORIQUE		DÉBUT DE L'ANNEXION DU BUYENZI SOUS YUH IV GAHINDIRO (1746 -?)
MULERA	RÉGION HISTORIQUE		CONQUÊTE DÉFINITIVE DU GISAKA SOUS MUTARA II RWOGERA (? - 1853)
<u>GISAKA</u>	ROYAUME INDÉPENDANT DU RWANDA		TERRITOIRE EXTÉRIEUR SOUMIS A TRIBUT

## Une monarchie raciale

---

L'histoire du Rwanda a été vue comme une succession de phases dans la mise en place des populations. Ainsi, après les chasseurs-récolteurs seraient arrivés les Bantuphones agriculteurs et accessoirement éleveurs, puis les premiers Tutsi auraient commencé leurs infiltrations. Dans les zones d'élevage ils auraient engagé avec les autres clans tutsi une lutte pour la suprématie. Enfin, dernier venu, le clan nyiginya entreprit à la fois de s'imposer aux autres Tutsi et d'absorber les entités hutu constituant ainsi peu à peu le Rwanda.

Ainsi, à partir d'un noyau initial autour de l'ouest du Bwanacyambwe et du nord du Nduga — voir les cartes pages 20 et 21 —, les Nyiginya absorbèrent peu à peu des territoires qu'ils finirent par réunir sous leur autorité. Ce mouvement s'acheva au XIX^e siècle avec le règne de Kigeri Rwabugiri.

Une chronologie ne peut être valablement proposée qu'à partir des débuts de l'expansion du Rwanda sous Yuhi Gahima au XVI^e siècle (voir le tableau de la page 15).

Dès lors, l'histoire du Rwanda se confond avec celle de sa dynastie.

**L'ancien Rwanda était dirigé par des pasteurs tutsi reconnaissant les mêmes valeurs aristocratiques, pastorales et guerrières. L'idéologie qui était à la base de la domination sociale, politique, économique et militaire de cet État pastoral était d'essence raciale.**

Elle l'était dans la mesure où les valeurs mises en avant apparaissaient comme intrinsèquement liées à eux. Comment parler d'autre chose que de supériorité raciale quand était proposé comme idéal tout ce qui marquait une distance évidente et infranchissable avec les agriculteurs hutu : fierté, élégance, retenue, courage, maîtrise de soi, discrétion, humour mais aussi calcul, combinaison, mensonge, fourberie et duplicité considérés comme la marque aristocratique par excellence. Comment parler d'autre chose que de racisme quand les morphotypes tutsi-hima (dolichocéphalie, traits fins par opposition aux traits « négroïdes », taille élancée, etc. voir les planches photographiques des pages 23 à 25) étaient chantés et proposés comme modèles ?

**Dans cette monarchie raciale qu'était le Rwanda pré-colonial, la guerre et le bétail dominaient la glèbe et les greniers. Les hommes de la vache commandaient à ceux de la houe.**

L'appartenance à un groupe était irréversible car la différence était « ethnico-raciale » avant d'être sociale ; même si les limites économiques entre riches Hutu et Tutsi sans bétail étaient floues dans certains cas. **La séparation entre Hutu et Tutsi était pour les populations aussi définitive que le sexe.**

---

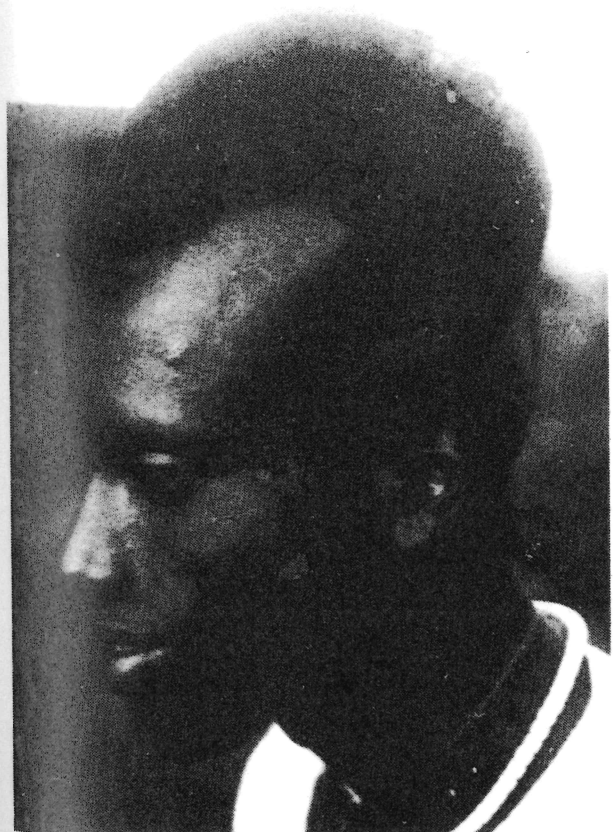
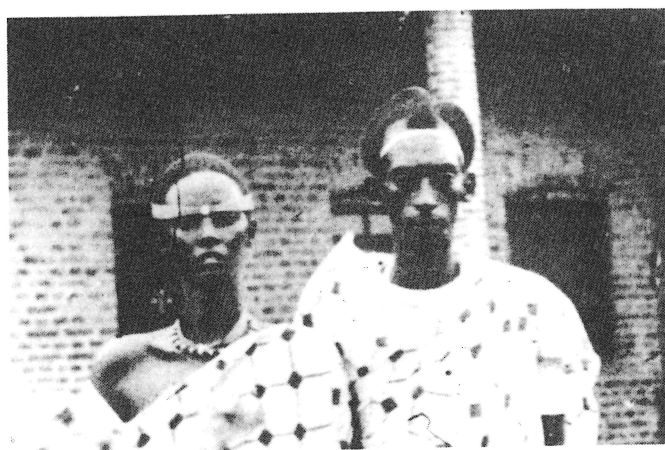
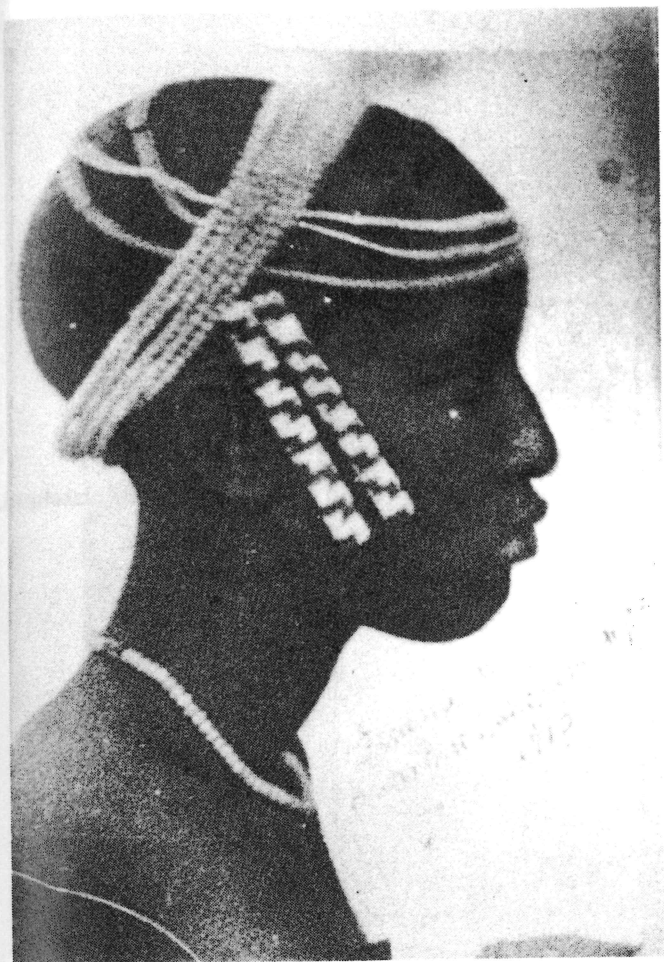


---

**TYPES PHYSIQUES TUTSI**

Clichés pris entre 1900 et 1920

---





Le roi Musinga présentant un morphotype Tutsi classique.



Jeune Tutsi sautant en hauteur plus de 2m.  
Le cliché date de 1906.



**Le roi Musinga jouant du tambour. On notera les différences morphologiques entre les Tutsi de gauche et de droite, et les deux Hutu qui font face au roi.**



**Le capitaine Werner von Grawert, résident impérial en Urundi avec le roi du Rwanda, Yuhi V Musinga, en août 1907  
(Le roi Musinga mesurait 2,10 m)**

## Le Rwanda allemand - 1898-1916

En 1890, à la signature du traité germano-britannique délimitant la sphère d'influence dévolue à l'Allemagne en Afrique orientale, le Rwanda est encore un royaume totalement inconnu. Ni les Arabes, maintenus sur les frontières, ni les explorateurs comme Stanley ou Stuhlmann ne pénètrent dans ce royaume fermé et structuré. Oscar Baumann fut le premier européen à séjourner au Rwanda mais il fallut attendre 1894 et l'expédition von Goetzen pour noter la première prise de contact officielle entre la puissance coloniale et ses futurs administrés.

À partir de 1896, des officiers allemands cantonnés à Ujiji organisent des expéditions vers le Rwanda. En mars 1897, le capitaine von Ramsay arrive à la cour de Yuhi V Musinga. Profitant des incertitudes politiques caractérisant alors le royaume, von Ramsay impose la reconnaissance de principe de la souveraineté allemande. De fait, la même année, l'Allemagne fonde la poste de Kisseynies où s'installe une section d'askaris. En 1898, à Ishangi, sur l'emplacement d'un éphémère poste belge, le capitaine Bethe établit une « station militaire » à partir de laquelle des reconnaissances systématiques sont effectuées par lui-même et par le docteur Kandt.

En 1899 est créé le « Bezirk » du « Ruanda-Urundi » avec Usumbura comme chef-lieu et il est placé sous l'autorité de Bethe qui entreprend de confirmer par la cour du Rwanda la reconnaissance définitive de la souveraineté impériale. Inquiet des manœuvres de rivaux dynastiques, impuissant face à la force allemande, le « clan » royal s'incline et reçoit en échange l'assurance du soutien de la station militaire d'Usumbura. La politique allemande est donc définie dès la mise en place d'un embryon d'administration coloniale par l'appui donné à Musinga et aux autorités tutsi obéissant à son pouvoir.

En 1908 Kigali est fondée par le docteur Kandt. Ce site avait été choisi par lui dès 1906 en raison de sa position centrale au croisement de plusieurs voies naturelles. Jusqu'en 1908, le

Rwanda et le Burundi furent administrés à partir d'Usumbura mais, les nécessités d'ordre politique, administratif et économique conduisirent les autorités impériales à ériger le Rwanda en Résidence autonome.

### La guerre de 1914-1918

Le premier conflit mondial s'étend au Rwanda alors que les limites frontalières ont été enfin fixées à la suite de discussions entre les trois puissances concernées : Allemagne, Belgique et Grande-Bretagne. Les négociations, commencées en 1906 aboutissent en 1909 et le partage sur la ligne des volcans entre dans les faits en 1910 : le Rwanda perd le « Bufumbiro », le Bwishya, le Gishari et l'île Idjwi. En 1912, un accord germano-belge fixe définitivement la frontière entre le Rwanda et le Congo dans la région contestée du sud du lac Kivu.

Le 24 septembre 1914, le capitaine Wintgens, Résident Impérial intérimaire à Kigali attaque et s'empare de l'île Idjwi. Le 4 octobre, les troupes allemandes repoussent une attaque belge sur Kisseynies. Dès lors, et jusqu'au 12 mai 1916 la plaine du Bugoyi, unique trouée entre les volcans et le lac Kivu sera le théâtre d'escarmouches et de combats continuels. De part et d'autre de la rivière Sebeya, les adversaires se retranchent, fortifient la trouée en édifiant des blockhaus et en creusant des tranchées. Du 28 mai jusqu'au mois d'août 1915, toutes les offensives belges sont brisées et l'arrivée en renfort des 250 hommes de la 26^e compagnie de Mwanza permet au commandement allemand de mieux riposter à l'ennemi dont les effectifs s'élèvent à 2 500 hommes en juin. Le 2 septembre 1915, le capitaine Wintgens emporte les positions belges mais il doit se replier sur ses propres lignes. Le 26 septembre, une nouvelle attaque allemande lancée par 320 askaris appuyés par 4 mitrailleuses et un canon bouscule les Belges qui perdent 70 askaris et 2 officiers contre 3 askaris et un officier chez les Allemands.

Le 21 décembre 1915, 1 000 askaris belges appuyés par 2 mitrailleuses, 4 canons et 4 obusiers sont repoussés par 350 askaris allemands. Au sud du lac Kivu, du 10 au 13 octobre 1915, des affrontements ont lieu dans la région du poste allemand de Shangugu fondé en 1914.

Au mois d'avril 1916, l'offensive générale des troupes belges regroupant 12 000 askaris et 719 européens est menée sur deux axes. Au Nord, la brigade du colonel Molitor, qui a pour objectif la prise de Kigali, devra ensuite s'orienter plein Est vers le lac Victoria. Au Sud, la brigade Olsen doit s'emparer de Nyanza et se diriger vers Gitega et Usumbura.

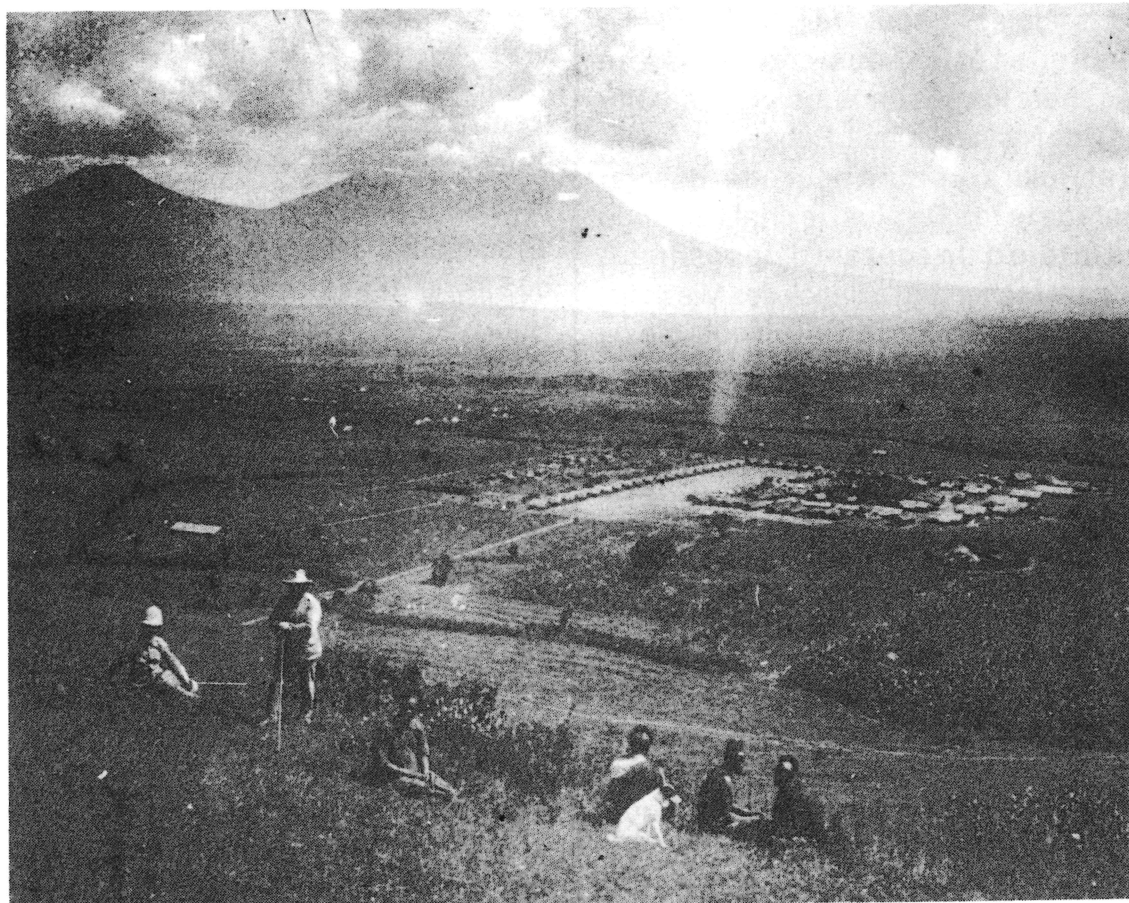
Le colonel Molitor ne voulant pas risquer de voir son offensive brisée sur les défenses de la Sebeya décide de contourner les lignes allemandes en passant au nord des volcans par le territoire britannique afin de prendre ainsi à revers les compagnies de Wintgens. Pour fixer ce dernier sur ses positions, le chef de la brigade nord déploie sur la Sebeya le 4^e régiment tandis que lui-même, avec le gros des troupes

repousse le sous-officier allemand et les 15 askaris occupaient le poste de Gatsibo et parvient à Kigali le 6 mai. Craignant à juste titre de se trouver encerclé, Wintgens se replie le 11 ou le 12 mai 1916.

Au Sud, Olsen bouscule le détachement allemand de Shangugu qui retraite sur la mission de Save où il rejoint les compagnies de Wintgens avec lesquelles il se replie en bon ordre au Burundi. Cette campagne marque la fin de la présence allemande au Rwanda.



Le bilan de 22 années d'occupation du Rwanda par l'Allemagne peut être tenu pour négligeable, la puissance coloniale n'ayant pas eu le temps de réaliser ses nombreux projets, tous subordonnés à la création de voies de communication. C'est dans cette optique qu'un tracé de chemin de fer reliant Tabora à Rusumo avait été décidé : cette voie ferrée qui devait être prolongée au Rwanda par une voie navigable sur la Nyabarongo aurait permis à Kigali d'être en liaison péniche-rail avec l'Océan Indien.



Au pied des volcans, le poste allemand de Ruhengeri en 1901. Assis, le lieutenant von Falkenstein.

## Le mandat belge : 1919-1962

La conquête du Rwanda achevée, la Belgique met sur pied une administration militaire provisoire conservant les anciennes subdivisions administratives allemandes.

Les autorités militaires s'inspirent de la ligne de conduite suivie sous le régime précédent : reconnaissance de la domination des Tutsi sur les Hutu et administration indirecte. Cependant, elles exercent sur les détenteurs du pouvoir traditionnel un contrôle plus rigoureux qu'à l'époque allemande et certaines réformes limitent les pouvoirs du souverain : suppression du droit de vie ou de mort, aménagement des corvées féodales, liberté religieuse, etc

### Un royaume chrétien

Musinga ne peut se résigner à l'intervention de plus en plus directe de l'Administration belge dans les affaires intérieures rwandaises. En 1923, lui est imposée l'interdiction de révoquer les chefs selon sa propre volonté. En 1926, le Résident Mortehein procède à une réorganisation territoriale en révoquant les chefs fidèles au souverain. Puis il confie les chefferies et les sous-chefferies à de jeunes chefs formés dans les « Écoles Officielles » de Nyanza, Kigali, Ruhengeri, Cyanugu et Rukira, ce qui a pour effet d'isoler davantage le roi. De plus, le chef Kayondo prend la tête d'un courant d'opposition à Musinga et recherche l'alliance des Missions, heureuses de trouver en lui un notable de haut rang donnant son appui au mouvement des conversions.

Tout ceci fait que le monarque durcit de plus en plus sa position à l'égard de l'Administration et des missions catholiques. Ces dernières favorisent alors un courant tutsi moderne appuyé sur l'église catholique. Le Vice-Gouverneur Voisin et Mgr Classe décident de déposer le Mwami et de le remplacer par son fils Rudahigwa. La déposition se fait le 12 novembre 1931, assortie d'une mesure d'exil et le 16 novembre de la même année Rudahigwa est intronisé sur le nom de Mutara III. Le Rwanda devient alors un royaume chrétien dans lequel, appuyé sur les missions

catholiques, se maintient le pouvoir traditionnel des Tutsi.

### Le renversement des alliances

En 1945 débute une ère prônant de nouvelles valeurs reposant sur le suffrage universel. Au même moment, l'Église se remet en question. Ces courants se font également sentir au Rwanda entraînant un bouleversement radical des structures socio-politiques de ce royaume.

Le décret du 4 juillet 1952 portant création de conseils élus, amendé par l'Ordonnance du 5 février 1957, associe plus étroitement les Hutu à la gestion du pays. Cependant, par le jeu de la désignation des électeurs et des membres de droit, plus le conseil a un rôle efficace de décision et plus les chefs tutsi y siègent nombreux. Ainsi les élections du 30 septembre 1956 donnent à l'échelon des « conseils de sous-chefferie », 6 501 Hutu et 3 223 Tutsi ; mais au « conseil supérieur du pays », un seul Hutu siège au milieu de 31 Tutsi.

Ces pratiques irritent les intellectuels hutu, souvent chrétiens fervents, qui lisent la presse catholique européenne dans laquelle ils découvrent les idées du syndicalisme chrétien, de la démocratie, et, en protestation contre le monopole politique tutsi, est rédigé

en mars 1957 le « Manifeste des Bahutu » qui réclame l'émancipation de la masse. En juin 1957, Grégoire Kayibanda fonde le « Mouvement Social Hutu ». Le 1^{er} novembre de la même année, « l'Association pour la Promotion Sociale de la Masse » ou APROSOMA est créée par Joseph GITERA.

Ce bouillonnement d'idées inquiète Mutara et il apparaît à l'aristocratie tutsi que l'indépendance doit avoir lieu le plus tôt possible afin de priver l'élite hutu de l'influence et de l'aide qui lui sont apportées par l'administration belge et les missions. C'est ainsi que naît l'idée du recours à l'ONU. Mettant tous leurs espoirs dans les décisions éventuelles de l'Organisation des Nations Unies, les Tutsi s'aliènent les autorités coloniales. Celles-ci encouragent le mouvement hutu espérant garder à travers lui un certain contrôle sur le pays après l'indépendance.

La création de partis politiques hutu en dehors du monde socio-politique traditionnel engage Mutara III à convoquer leurs leaders le 30 mars 1958 pour former une « Commission des Relations Sociales au Ruanda » composée à 50 % de Hutu et destinée à rédiger un rapport qui devra être présenté au « Conseil supérieur du Pays ». Cette commission n'aboutit à rien, les Tutsi siégeant au Conseil Supérieur ne désirant pas voir remettre en cause leurs privilèges.

Après le décès de Mutara III le 25 juillet 1959 à Usumbura s'ouvre l'ère des violences.

### ● La révolution (1959-1961) ●

Pendant les obsèques de Mutara III le 28 juillet 1959, Jean-Baptiste Ndahindurwa, fils de Musinga et demi-frère de Murata III est proclamé roi sous le nom de Kigeli V.

Les mois d'août et de septembre sont chargés d'orages politiques ; le temps est aux regroupements ; divers partis politiques sont créés :

— le 3 septembre 1959, l'UNAR (Union Nationale Rwandaise), monarchiste,

— le 14 septembre 1959, le RADER (Rassemblement Démocratique Rwandais),  
— le 9 octobre 1959, le PARMEHUTU (Parti du Mouvement de l'Émancipation Hutu).

Le 2 novembre 1959 éclatent des événements violents qui prennent l'ampleur d'une véritable révolution. Des milliers de Tutsi sont massacrés et des dizaines de milliers s'exilent au Burundi et en Uganda. Dans ce climat troublé intervient la préparation des élections municipales prévues à partir du 27 juin 1960. Le Comité de l'UNAR réfugié à l'étranger fait distribuer un tract attaquant violemment la Belgique et annonçant que le parti refuse de participer aux élections.

Ces élections, qui se déroulent en dehors de la présence de Kigeli V consigné à Usumbura voient l'écrasante victoire du PARMEHUTU remportant 21 390 sièges sur les 3 125 à pourvoir. Le 26 octobre 1960 est créé un gouvernement provisoire dirigé par Grégoire Kayibanda, ce qui entraîne des protestations de Kigeli V auprès des Nations Unies.

Le 28 janvier 1961, la République est proclamée à Gitarama à proximité de Kabgayi, principal centre catholique du pays par une assemblée regroupant tous les bourgeois et tous les conseillers communaux. Cette même assemblée élit le premier président de la République en la personne de Dominique Mbonyumutwa du parti Parmehutu.

Le 25 septembre 1961 ont lieu des élections législatives à la proportionnelle en même temps qu'un référendum sur la monarchie. Ces élections se déroulent également sans la présence de Kigeli V mis en état d'arrestation par les autorités belges et expulsé vers Usumbura puis Dar-es-Salaam. La monarchie est refusée par 80 % des électeurs et les 44 sièges à pourvoir se répartissent entre le Parmehutu (77,7 % = 35 sièges), l'Unar (16,8 % = 7 sièges), l'Aprosoma (3,5 % = 2 sièges), le Rader (0,3 % = 0 siège).

Le 1^{er} juillet 1962, le Rwanda recouvre son indépendance après presque 70 ans de présence coloniale.

### La question du Gisaka (carte p. 5)

Le 1^{er} janvier 1919, le premier Résident civil belge s'installe à Kigali. Un problème essentiel reste cependant en suspens. La Belgique conservera-t-elle la totalité de ses conquêtes militaires en y incluant la région comprise entre le lac Victoria et la Kagéra ?

Les signataires du Traité de Versailles décident que cette question sera directement négociée par les parties intéressées, à savoir la Grande-Bretagne et la Belgique. La Grande-Bretagne fait valoir que si la Belgique conserve ses gains territoriaux, de part et d'autre de la vallée de la Kagéra, les communications entre les possessions britanniques du nord et du sud de l'Afrique seront désormais impossibles.

Au terme de deux mois de longues et laborieuses négociations est signée le 30 mai 1919 ce qu'il est convenu d'appeler la « Convention Orts-Milner ». La Belgique cède à l'Empire Britannique les territoires de Kigoma et d'Ujiji, la rive occidentale du lac Victoria les royaumes du Buha et du Bushubi. De ses conquêtes de 1916-1917 elle ne conserve que l'Urundi », amputé néanmoins de la province du Bugufi et le Rwanda moins le « Territoire du Gisaka », bande de terre de 100 km de long sur 30 km de large environ englobant les provinces du Gisaka, du Mubali, du Mutara et une partie du Ndorwa, du Mpororo et du Buganza. En échange de la bonne volonté manifestée par la Belgique, la Grande-Bretagne s'engage à lui accorder des avantages économiques en Afrique orientale, à négocier ultérieurement.

Prenant acte de cette convention bilatérale, le « Conseil Suprême des Puissances Alliées et Associées » décide le 21 août 1919 de placer officiellement le Rwanda sous mandat belge. La définition et le contenu de ce mandat sont définis le 20 juillet 1922 par un document de 13 articles élaboré par la SDN.

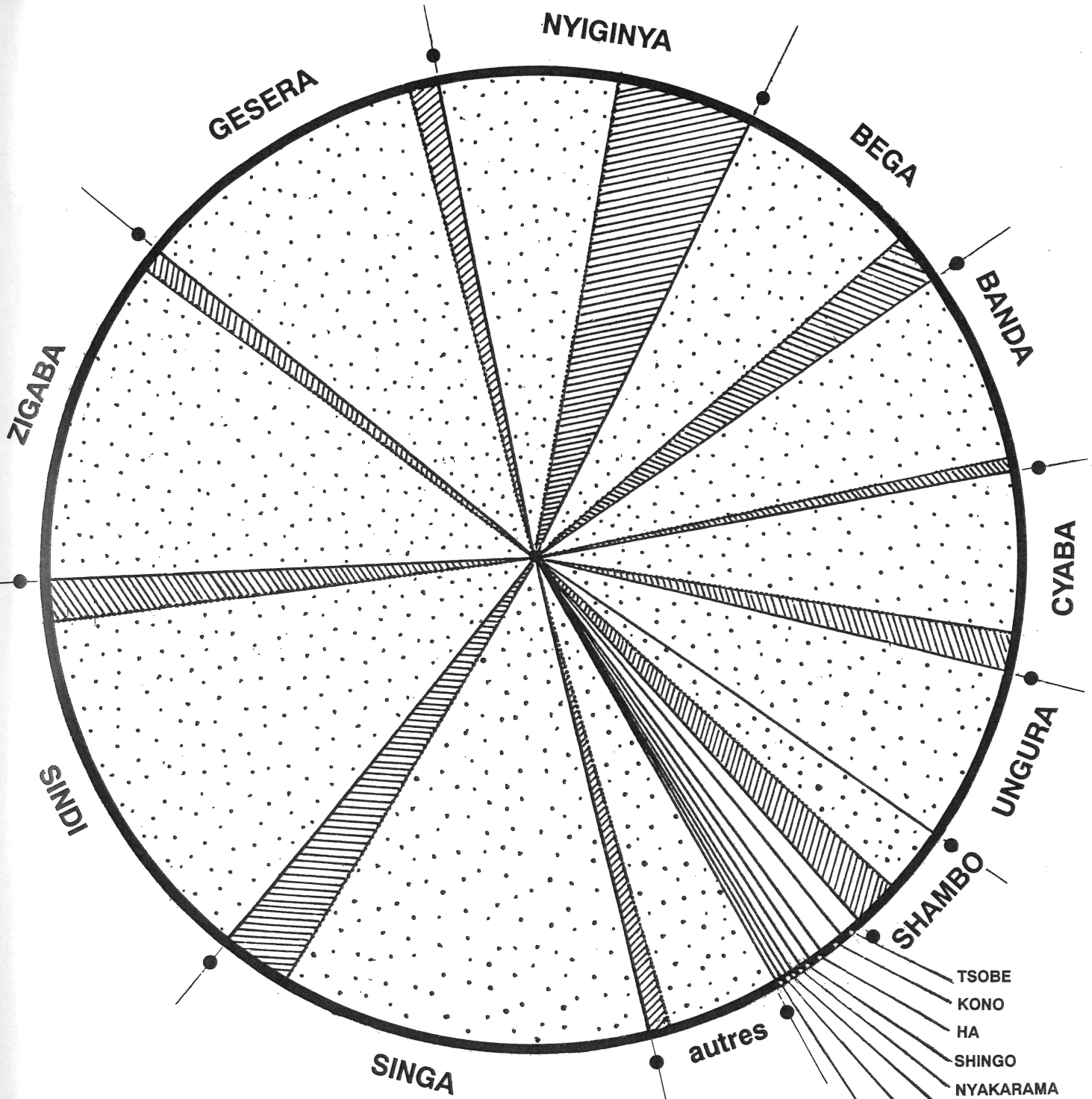
Entre temps, le 15 mars 1921 est négocié un arrangement aux termes duquel la Grande-Bretagne accorde à la Belgique la liberté de transit à travers les territoires de « l'Est Africain Britannique », des tarifs préférentiels sur les voies ferrées de ces territoires, la possibilité de créer des ports francs aux extrémités de la voie ferrée Kigoma-Dar-es-Salam.

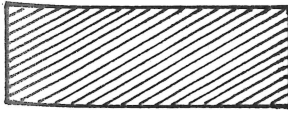
Le territoire retiré au Rwanda équivalait presque au huitième de la superficie totale du royaume. Dans ces conditions, la publication de l'accord entraîne les protestations du roi Musinga et des missions catholiques. Convaincu par les Pères, le Résident belge de Kigali décide de constituer un dossier en vue de la révision de la « Convention Orts-Milner » et il demande à Monseigneur Hirth de lui fournir les éléments indispensables, lesquels seront rassemblés par le père Classe.

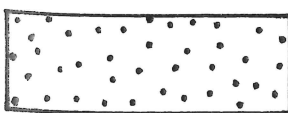
Dans sa note du 25 février 1920 transmise au gouverneur belge par le Résident Général du Ruanda-Urundi, le père Classe montre en quoi la convention cause au Rwanda un triple préjudice juridique, matériel et moral. La remise du territoire du Gisaka a cependant lieu officiellement le 22 mars 1922 et la Grande-Bretagne qui l'occupe immédiatement fonde un poste administratif à Rukira. Le 22 octobre 1922, la SDN invite la Belgique et la Grande-Bretagne à réexaminer la question du Gisaka. Les Britanniques qui ont définitivement abandonné le projet de chemin de fer du Caire au Cap acceptent le réajustement sans compensation. Le 31 août 1923, la SDN faisant droit à la demande des deux puissances confirme le mandat belge sur l'ensemble du Rwanda et le 1^{er} janvier 1924 les Britanniques repassent la Kagéra. Le Rwanda est réuni.



# RÉPARTITION AU PLAN NATIONAL DES CLANS et à L'INTÉRIEUR DE CHAQUE CLAN RÉPARTITION HUTU-TUTSI



 TUTSI

 HUTU

- TSOBE
- KONO
- HA
- SHINGO
- NYAKARAMA
- SITA
- ONGERA
- BENENGWE

## L'évangélisation du Rwanda

Le 30 mai 1878 les premiers Pères Blancs débarquent à Zanzibar et le 12 septembre de la même année ils s'installent à Tabora. Ils fondent plusieurs stations en Afrique orientale, s'enfonçant de plus en plus profondément vers la région des grands lacs. La base arrière de ce mouvement missionnaire pour la région nord est fondée à Bukumbi où réside Mgr Joseph Hirth. Recueillant des informations sur le Rwanda où il désire envoyer des missionnaires, il fonde le 12 novembre 1897 la mission de Katoke dans l'Uswi. A partir de là, et durant deux années, il multiplie sans succès les contacts avec la cour du Rwanda.

En 1899, Mgr Hirth accompagné des Pères Brard, Barthélémy et du Frère Anselme prend le chemin du Rwanda qu'il contourne pour y pénétrer par le Sud à partir de la station allemande d'Usumbura dans le royaume de l'Urundi. Ce détour par Usumbura s'explique par le souci de Mgr Hirth d'apparaître aux yeux des autorités rwandaises comme mandaté par le pouvoir allemand représenté sur place par le capitaine Bethe qui lui fournit un interprète et deux askaris.

Le 2 février 1900 les quatre premiers apôtres du Rwanda arrivent à la cour de Nyanza. Ils y reçoivent un accueil chaleureux car, se présentant comme des envoyés de Bethe, les Rwandais se doivent de les traiter en amis selon l'engagement de 1897 passé entre la cour et le capitaine von Ramsay. Cependant, les missionnaires ne sont pas reçus par Musinga mais par Mhamarugamba, petit-fils de Yuhi IV Gahindiuro (voir tableau p. 15), qui se fait passer pour le souverain.

Le 4 février 1900, les Pères Blancs quittent Nyanza et ce, malgré leur désir de fonder un établissement dans la capitale ou à proximité d'où ils pourraient tenter l'évangélisation de l'élite dirigeante, nécessité politique absolue dans un royaume hiérarchisé comme l'était le Rwanda de l'époque.

### Des débuts difficiles

Le 4 février est « fondée » la mission de Mara que Mgr Hirth quitte dès le 5 du même mois. Les Pères Brard et Barthélémy ainsi que le Frère Anselme abandonnent Mara et se déplacent vers le plateau d'Issavi où, le 8 février 1900 ils fondent Save, première mission du Rwanda. Les raisons de l'installation missionnaire à Save tiennent à la situation exceptionnelle de ce vaste plateau dans un pays de collines, à la densité humaine importante, à la douceur du climat et à l'existence d'une source (carte p. 36).

A la fin de l'année 1900, Mgr Hirth, Vicaire apostolique du Nyanza Méridional revient au Rwanda avec trois nouveaux missionnaires ; il fonde la mission de Zaza le 1^{er} novembre 1900. A partir des deux établissements de Save et de Zaza, les Pères Blancs vont s'efforcer d'envelopper le Plateau Central qui leur est interdit en ceinturant de missions. C'est ainsi que sont fondées les stations de Nyundo (4 avril 1901), de Rwaza (20 novembre 1903) et de Mibilizi (21 décembre 1903).

Il est fondamental de noter qu'à la fin de 1903 ces cinq missions sont toutes situées dans des régions périphériques du royaume, provinces parfois rebelles au pouvoir central qui espère bien que les Pères Blancs en seront chassés. C'est ainsi que la région de Save est une zone traditionnellement agitée, que celle de Zaza au Gisaka, n'est pas entièrement pacifiée et que le Bugoyi où se trouve Nyundo est une province dont la population se montre souvent réticente à l'autorité royale. De fait, les populations semblent refuser l'implantation missionnaire, du moins dans un premier temps. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les diaires de fondation de ces stations où, à chaque page il est question de résistance passive, de sorts jetés à l'encontre des étrangers, de la fuite des populations et parfois aussi de résistance violentes.

En 1905, et contre l'avis de Musinga, le lieutenant von Nordeck impose la présence des missionnaires sur le Plateau Central, autorisant la fondation de la mission de Kabgayi au Marangara, véritable centre géographique du royaume. Avec la fondation de la Résidence de Kigali en 1908, les missionnaires vont pouvoir profiter de l'appui direct des autorités impériales.

### ● La conversion des Tutsi ●

Le rapprochement entre les missions et la cour fut favorisé par l'habile politique de Kabare, oncle du roi, qui, dès 1907, se demande si les Tutsi ne risquent pas de se laisser dépasser par la conversion des Hutu.

Le problème pour les dirigeants tutsi était en effet de devoir suivre leurs admi-

En 1912, le « Vicariat Apostolique du Nyanza Méridional » qui englobait le Rwanda est démembré et est créé le « Vicariat Apostolique du Kivu » regroupant le « Ruanda et l'Urundi », ce dernier territoire étant détaché du « V. A. de l'Unyanyembe ». Mgr Hirth qui en devient le premier vicaire apostolique fixe sa résidence à Kabgayi.

En 1922 les progrès de l'évangélisation et l'augmentation du nombre des missions autorisent le démembrement du « Vicariat Apostolique du Kivu » et la création de deux vicariats autonomes, l'un le « vicariat Apostolique de l'Urundi » confié à Mgr Gorju et l'autre, celui du Rwanda dirigé par Mgr Classe.

En 1952, le « Vicariat Apostolique du Ruanda » est démembré à la suite de la création des « Vicariat Apostolique de Nyundo » confié à Mgr Birirumwami et de Kabgayi confié à Mgr Déprimoz qui avait succédé à Mgr Classe décédé en 1945.

En 1959 sont débaptisés les deux Vicariats Apostoliques de Nyundo et de Kabgayi remplacés par un archevêché pour Kabgayi et un diocèse pour Nyundo avec Mgr Bigirumwami comme premier évêque. En 1960 est créé l'archidiocèse de Kabgayi. En 1961 est créé le diocèse de Butare (qui englobe la partie méridionale de l'archidiocèse de Kabgayi) et en 1968, celui de Kibungo.

En 1976, l'annonce officielle de la création de l'archevêché de Kigali est faite. Jusqu'à cette date, l'archidiocèse de Kabgayi englobait Kigali résidence habituelle de l'évêque. Désormais, l'archidiocèse de Kabgayi est scindé en deux : Kigali devient archidiocèse et Kabgayi diocèse avec rattachement des deux paroisses de Ruhango et de Muyanzwe anciennement englobées dans le diocèse de Butare.

nistrés pour en garder le contrôle. Plusieurs étapes sont à distinguer ; dans les toutes premières années de la présence des Pères, les Rwandais qui se rangeaient du côté des missionnaires étaient considérés comme réfractaires aux coutumes du pays, à la religion traditionnelle, à l'autorité royale. Ils devenaient automatiquement des « *ibiroge* » (ceux qui ont bu du poison) et des *ibogome* (rebelles). Aussi, seuls les laissés pour compte, les quasi-paria qui n'avaient rien à perdre allaient-ils à la mission pour y suivre le catéchisme.

Un peu plus tard, après avoir subi l'opposition de la cour, des chefs et des populations, les missionnaires voient venir à eux des Hutu aisés, néophytes souvent attirés par les missions dans lesquelles ils pensent trouver un moyen de secouer le joug des chefs locaux. La cour et les féodaux ressentent ce premier mouvement de conversion comme une volonté d'échapper à leur autorité d'où le terme : « *inyanga-rwanda* » (renégats du Rwanda) pour désigner ceux qui fréquentent les missionnaires.

Vers 1906-1907 Kabare estime qu'il n'est plus possible d'interdire la nouvelle religion et, en 1907, il accepte de boire à la même cruche que de jeunes convertis messagers du père Classe. Le geste spectaculaire de Kabare déplaît à la cour où il doit aller s'expliquer mais, incarnant la caste dirigeante, Kabare donne en quelque sorte une caution morale à l'élite qui peut se rapprocher des missions sans être accusée de félonie ou d'incivisme. L'aristocratie attendra cependant encore plusieurs années avant de se convertir mais l'initiative de Kabare est ressentie par certains comme un encouragement.

Après la conquête belge débute une période de collaboration étroite entre l'égli-

se et la future puissance mandataire. Dès juillet 1917, le Mwami Musinga est contraint de promulguer une loi sur la « liberté de conscience ». L'aristocratie réalise alors que la réalité du pouvoir échappe au souverain et qu'elle glisse vers le Résident et les Missions. Aussi, pour conserver leurs prérogatives et sauvegarder leur influence, les jeunes chefs tutsi se tournent-ils vers les missionnaires. Ce phénomène est capital car chaque chef entraîne avec lui ses clients et ses sujets. La conversion devient alors massive. L'on parla à l'époque « d'Esprit Saint soufflant en tornade sur le Ruanda ».

En 1931 — et comme nous l'avons vu —, Musinga, monarque traditionaliste, est déposé par les autorités belges, en étroit accord avec Mgr Classe. Un successeur est imposé par les autorités mandataires en la personne de Rudahigwa, fils du monarque détrôné et catéchumène.

Avec la déposition de Musinga, l'on assiste à une nouvelle accélération de la conversion en masse des chefs, ce qui a eu probablement pour effet de sauver la noblesse rwandaise. Ce mouvement est noté par Mgr Classe qui écrit en 1931 que : « *la caste dirigeante paraît bien pour nous et à nous et c'est elle qui, maintenant, entraîne le peuple qui l'avait précédé (...). Les chefs vont même jusqu'à forcer les habitants de certaines provinces restés attachés au paganisme à se convertir* ».

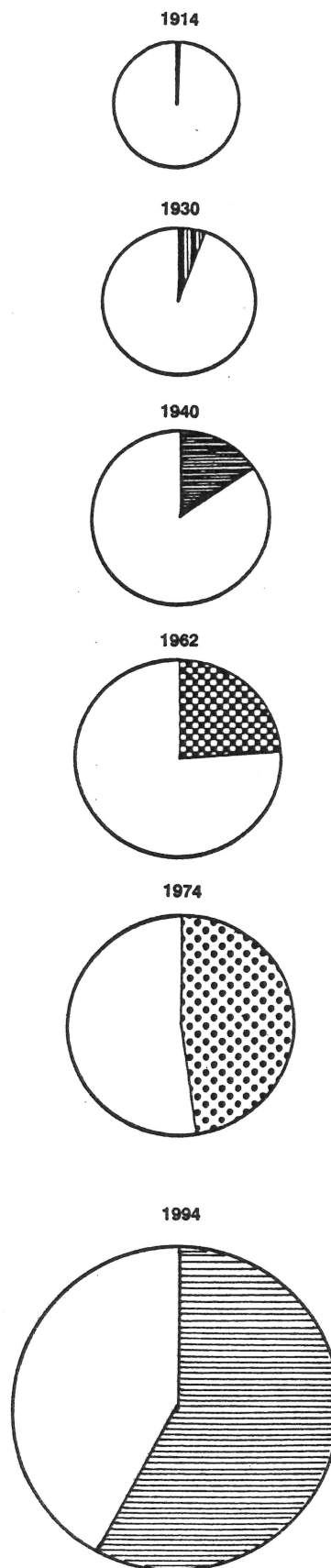
Durant un quart de siècle, l'alliance entre l'Église catholique et les Tutsi sera totale.

A partir des années 1955, le retournement s'opérera d'une manière spectaculaire. Les Tutsi se sentiront trahis par une église à laquelle ils avaient tout donné.

Les phases principales de l'évangélisation du Rwanda correspondent à la création des stations missionnaires puis des paroisses. C'est ainsi qu'en 1914 existent 10 postes de mission ; entre 1919 et 1930 sont fondées 6 nouvelles stations ; entre 1933 et 1940, 14 autres établissements missionnaires, etc... Après l'indépendance, l'on assiste à une explosion des conversions se traduisant par la fondation de 32 autres paroisses.

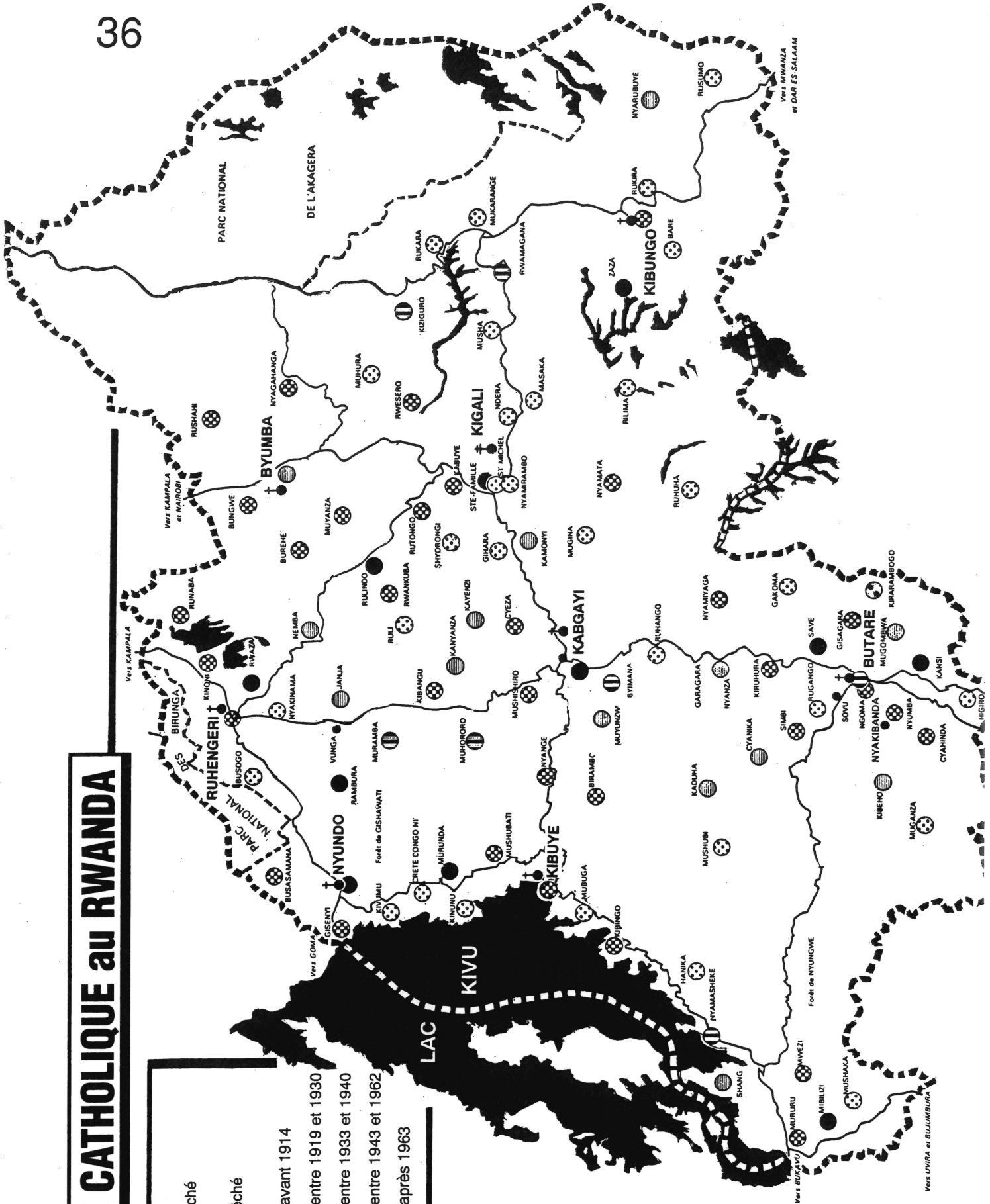
A partir des années 1960 de nombreux ordres, missionnaires ou non, s'implantent au Rwanda, venant renforcer les Pères Blancs et allant jusqu'à les dépasser très largement au point de vue numérique facilitant ainsi la multiplication des paroisses. Dans les mêmes années toujours, le nombre des ordinations de prêtres rwandais augmente et de plus en plus nombreuses sont les paroisses qui leur sont confiées en totalité ou en partie. Cependant, parmi les raisons du remarquable essor de l'église catholique au Rwanda au lendemain de l'indépendance, il ne faudrait pas oublier les causes politiques : l'Église catholique, étroitement liée aux Tutsi, jusqu'à la veille de l'indépendance avait opéré et réussi un spectaculaire retournement apparaissant désormais comme l'inspiratrice et le soutien des dirigeants hutu de la première république (1961-1973), puis de ceux de la seconde, du moins jusque dans les années 1986-1988.

Pourcentage des catholiques par rapport à la population totale



# L'ÉGLISE CATHOLIQUE au RWANDA

† ● Evêché  
 † ● Archevêché  
 ● Paroisse fondée avant 1914  
 ◐ Paroisse fondée entre 1919 et 1930  
 ◑ Paroisse fondée entre 1933 et 1940  
 ◒ Paroisse fondée entre 1943 et 1962  
 ◓ Paroisse fondée après 1963



## L'église au cœur de la tourmente

Les Rwandais sont catholiques à 65 %, protestants à 25 % et musulmans à 7 %. Le clergé catholique était composé de 9 évêques et de 620 prêtres, dont 250 étrangers (Français, Belges, Canadiens, Polonais, Italiens, Espagnols, Hollandais, etc.).

Depuis le génocide anti-Tutsi qui a débuté le 6 avril 1994, 100 à 120 prêtres rwandais au moins ont été massacrés. Il s'agit essentiellement de Tutsi.

Un sixième du clergé rwandais a donc été physiquement éliminé. Rapporté au pourcentage de prêtres nationaux, c'est le tiers du clergé qui a été massacré. Cette proportion n'avait jamais été atteinte dans l'histoire, sauf, peut-être, en Ukraine au moment de la terreur rouge et au Tonkin avec les communistes. Mais, dans ces deux cas, il s'agissait d'une guerre idéologique menée par des ennemis de la religion. Au Rwanda, la situation est totalement différente puisque les massacrés de prêtres sont de « bons chrétiens » qui pratiquent avec assiduité.

Lundi 6 ou mardi 7 juin, ce sont des religieux hutu qui ont été assassinés à l'évêché de Kabgayi par des soldats tutsi du FPR. Parmi les victimes, l'archevêque de Kigali, les évêques de Kabgayi, de Byumba et 10 prêtres.

Au-delà de l'acte de vengeance de soldats qui, au fur et à mesure de leur avance découvrent les corps en décomposition de leurs proches et dont les sentiments sont exacerbés par les indescriptibles récits des survivants, ce massacre revêt une profonde signification politique.

C'est en effet depuis Kabgayi que l'Église catholique encouragea la *révolution de 1959*. Elle fut dépassée par l'ampleur des massacres qui suivirent le soulèvement des Hutu.

Elle les déplora. Elle n'en porte pas moins la terrible responsabilité historique.



Un bref rappel événementiel est ici nécessaire. La réussite des Pères Blancs dans leur œuvre d'évangélisation du Rwanda est largement due au ralliement de l'aristocratie tutsi à partir du règne du Mwami Mutara III (1931-1959), premier souverain baptisé du Rwanda.

L'organisation « féodale » du Rwanda fit que, le roi s'étant converti, tous les chefs suivirent son mouvement ; puis les sous-chefs et tous les Tutsi et enfin mais plus lentement, la masse des Hutu.

Durant un quart de siècle, l'Église du Rwanda et la monarchie tutsi s'entendirent pour faire du pays un véritable royaume chrétien. Le succès missionnaire était total et l'harmonie sociale tout à la fois préservée et garantie. Quadrillé par les missions construites en briques rouges, le Rwanda connaissait la paix.

Tout commença à changer à partir des années 1955, avec le progressisme et les idées de démocratie chrétienne qui touchèrent également le clergé missionnaire. Pour la nouvelle idéologie, il n'était plus question que l'Église conforte le pouvoir d'une minorité composée des 20 % de Tutsi dominant une majorité de 80 % de Hutu. Même si l'État rwandais était l'œuvre de la monarchie tutsi.

Les missions catholiques devinrent alors des centres de subversion, de propagande et d'agitation anti-Tutsi. C'est dans les missions que les intellectuels hutu découvrirent la presse catholique européenne, avec les idées de syndicalisme chrétien et de démocratie qu'elle véhiculait.

Elle furent traduites en kinyarwanda et imprimées sur les presses de l'évêché de

Kabgayi avec les manifestes politiques des Hutu. Le promoteur de cette « évolution » de l'Église du Rwanda fut un missionnaire suisse, Mgr Perraudin, évêque de Kabgayi.

C'est encore à Kabgayi qu'en 1957, à l'occasion du Carême, les évêques du « Ruanda-Urundi » dénoncèrent le pouvoir tutsi. C'est toujours à Kabgayi que la rupture entre l'Église et les Tutsi fut consommée quand, en 1959, Mgr Perraudin publia sa fameuse « Lettre sur la Charité » dans laquelle il écrivait que la domination de la minorité tutsi sur la majorité hutu n'était plus acceptable.

Les Tutsi se sentirent trahis. De fait, dans les semaines qui suivirent, une jacquerie hutu se transforma en révolution puis en ethnocide. Nous avons vu qu'environ 50 000 Tutsi furent massacrés et que deux à trois cent mille autres prirent le chemin de l'exil.

Avec la victoire Hutu de 1961, ce furent les protégés de la mission de Kabgayi qui accédèrent au pouvoir. Grégoire Kayibanda et tout son gouvernement avaient été formés à Kabgayi. De 1961 à 1973, la Première République rwandaise fut une étroite association de fait entre l'évêché de Kabgayi et les Hutu du Sud.

De 1973 à 1994, l'association fut poursuivie, mais avec les Hutu du Nord qui venaient de prendre le pouvoir à l'issue du coup d'État du colonel — bientôt général — Habyarimana.

Juvénal Habyarimana était un catholique très pratiquant. Son père était un des premiers baptisés du Rwanda. Son clan et celui de sa femme, elle-même élevée par les Sœurs, confisqua le pouvoir politique et religieux. Tout naturellement, car nous sommes en Afrique, il fit nommer les siens à la tête du clergé. Le « Haut-clergé » ne fut plus qu'une « courroie de transmission » du Parti unique, c'est-à-dire de la fraction la plus dure des Hutu : celle qui est originaire des préfectures de Gisenyi, de Ruhengeri et de Byumba.

Si l'on perd de vue ces réalités, le drame que vit actuellement le Rwanda devient incompréhensible. Comme le sont les annonces des massacres de religieux catholique par des catholiques pratiquants.



C'est ainsi que les trois évêques assassinés à Kabgayi étaient étroitement liés au clan du président. Comme le sont les assassins de la Garde présidentielle et les milices hutu qui massacrèrent au moins deux cent mille Tutsi durant les mois d'avril, de mai et de juin.

Mgr Vincent Nsengiyumva était un archevêque ethniquement engagé. Agé de 58 ans, Hutu du Nord. Sa nomination en 1976 fut très politique. Durant 10 années, de 1975 à 1985, il fit partie du comité central du MRND, le parti unique. Farouche partisan du général Habyarimana, il était haï des Tutsi qui l'accusaient d'avoir « couvert » par son silence les massacres de leurs frères.

Mgr Thaddée Nsengiyumva, sans parenté avec son archevêque, était depuis 1989, le successeur de Mgr Perraudin à la tête de l'évêché de Kabgayi. Président de la Conférence Épiscopale du Rwanda, il avait, dans sa lettre pastorale d'avril 1994, clairement soutenu le président Habyarimana encore en vie. Pour les Tutsi, l'évêque de Kabgayi avait donc clairement engagé l'Église catholique dans le camp de leurs oppresseurs.

Mgr Joseph Ruzindana, évêque de Bymba, première ville conquise par les Tutsi du FPR était également considéré comme un ennemi par le FPR.

Fuyant l'avance tutsi, de nombreux religieux hutu se réfugièrent à Kabgayi, suivant le « gouvernement » hutu lui-même replié à Gitarama à quelques kilomètres de l'évêché. C'est là que le FPR les a abattus. Geste hautement symbolique et probablement bien étudié, car les Tutsi qui ont une longue mémoire ne pardonnent jamais à ceux qui les ont offensés. Quant à ceux qui massacrèrent les leurs...



# L'AFRIQUE POLITIQUE



- 0 ————— 1000 km
- 1 GAMBIE ● Cap. BANJUL
  - 2 GUINEE-BISSAU ● Cap. BISSAU
  - 3 SIERRA LEONE ● Cap. FREETOWN
  - 4 LIBERIA ● Cap. MONROVIA
  - 5 TOGO ● Cap. LOMÉ
  - 6 BENIN ● Cap. PORTO NOVO
  - 7 GUINEE EQUATORIALE ● Cap. BATA
  - 8 SAO TOME-PRINCIPE ● Cap. SAO TOMÉ
  - 9 RWANDA ● Cap. KIGALI
  - 10 BURUNDI ● Cap. BUJUMBURA
  - 11 SWAZILAND ● Cap. MBABANE
  - 12 LESOTHO ● Cap. MASERU
- A île Macias Nguema  
B île Pagalu